

Investissements privés et COVID-19

Sondage et propositions

Jean-Guy Côté et Karl Zayat



Investissements privés et COVID-19

Sondage et propositions

Jean-Guy Côté et Karl Zayat

À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

Institut du Québec
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Bur. 3.450
Montréal (Québec) H3T 2A7
institutduquebec.ca
[@InstitutduQC](https://www.instagram.com/InstitutduQC)

Pour citer ce rapport :

Investissements privés et COVID-19, Sondage et propositions
Jean-Guy Côté, Karl Zayat

Institut du Québec, 2020.

Merci à Daniel Denis pour ses conseils et commentaires.

Mise en page : Jérôme Boivin

image de page couverture: iStock @MangoStar_Studio

Dépôt légal: troisième trimestre 2020
978-2-9814769-6-8
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
Bibliothèque et Archives Canada, 2020

© Institut du Québec

TABLE DES MATIÈRES

1 – SOMMAIRE	4
2 – INTRODUCTION	5
3 – CONTEXTE	6
4 – MÉTHODOLOGIE ET ÉCHANTILLONNAGE	8
5 – RÉSULTATS	9
Perception de la crise actuelle	9
Intentions d'investir comparativement à la situation qui prévalait avant la crise de la COVID-19	11
Domaines d'investissement	13
Barrières perçues à l'investissement	14
Endettement	15
Mesures de soutien souhaitées	16
Potentiel des mesures pour stimuler les investissements	17
6 – PROPOSITIONS ET CONCLUSION	18
Propositions pour susciter l'investissement privé	18
Accès à la main-d'oeuvre	18
Augmenter l'accès aux prêts et aux garanties de prêts	19
Exiger une redéfinition de la PCU	19
Maintenir les mesures de soutien aux salaires	19
Geler les taxes et les impôts	20
Autres mesures possibles	20
Conclusion et prochaines étapes	20
A – ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE	21
B – ANNEXE 2 : ÉCHANTILLONNAGE FINAL	23
C – ANNEXE 3 : RÉSULTATS COMPLETS, NON PONDÉRÉS	25
Impact perçu de la crise de la COVID-19 sur les activités	25
Intentions d'investir comparativement à la situation qui prévalait avant la crise	27
Types d'investissement	30
Les raisons invoquées pour ne pas investir	32
Endettement des entreprises	32
Mesures possibles	33
Perception de l'effet de l'adoption de ces mesures	37
D – ANNEXE 4 : RAPPORT DE LÉGER, AVEC RÉSULTATS PONDÉRÉS ..	38

SOMMAIRE

La crise de la COVID-19 a créé des conditions très difficiles pour les entreprises du Québec. La récession dans laquelle le Québec et le monde sont entrés est exceptionnelle par son ampleur et la vitesse à laquelle elle est survenue. Plusieurs entreprises ont dû se départir d'employés. D'autres ont annulé des projets.

Déjà plombée avant la crise par un sous-investissement de ses entreprises, l'économie du Québec a besoin d'un coup de barre pour se redresser, et ce redressement passe par une stimulation de l'investissement privé.

Afin de saisir l'effet de la crise actuelle sur les investissements privés, l'Institut du Québec (IDQ) a commandé un sondage à la firme Léger. Celui-ci a été réalisé en juillet auprès de 200 entreprises du Québec, afin de mesurer leurs intentions d'investir et les conséquences de la crise économique. Issues, de plusieurs industries, ces entreprises étaient réparties dans diverses régions du Québec, comptaient des exportateurs et avaient des tailles différentes.

Le résultat le plus probant qui ressort de ce sondage, c'est que, malgré la crise, la rareté de la main-d'œuvre inquiète toujours autant les entreprises du Québec, et constitue le principal facteur qui explique leurs réticences à investir. Il semble donc que l'accès aux talents demeure un obstacle majeur malgré la présence de nombreux chômeurs.

Le sondage permet également de tirer d'autres constats :

- 54 % des répondants estiment que la crise actuelle a des effets négatifs sur leurs activités. Cette préoccupation est encore importante chez les exportateurs (57 %);
- 35 % des entrepreneurs interrogés vont réduire ou annuler leurs investissements au cours de la prochaine année, par rapport à ce qui était prévu avant la crise; Ce pourcentage s'ajoute aux 35 % qui n'ont pas prévu investir.
- Ceux qui investiront le feront dans la formation, les TIC, le matériel et l'outillage;
- Les facteurs économiques comme l'incertitude et la baisse de la demande sont des obstacles à l'investissement, **mais la rareté de la main-d'œuvre demeure une des plus grandes préoccupations;**
- L'endettement ne semble pas être un problème pour les entreprises;
- Si les prêts et les subventions demeurent importants pour soutenir ces entreprises, **répondre à leur demande en main-d'œuvre l'est tout autant.**

L'IDQ propose diverses mesures qui pourraient être mises en place afin de réduire l'incertitude générale et de stimuler les investissements privés :

- Adopter une stratégie d'accès à la main-d'œuvre afin d'assurer une stabilité dans l'offre de travail;
- Reporter les quotas d'immigration qui n'ont pas été atteints en 2020, aux prochaines années, en addition à ceux qui étaient prévus;
- Annoncer un gel des taxes et impôts d'une durée prévisible;
- Exiger du fédéral l'abandon de mesures comme la prestation canadienne d'urgence (PCU), du moins dans certains secteurs d'activité;
- Maintenir les subventions salariales;
- Augmenter l'accès aux garanties de prêts pour les entreprises du Québec.

INTRODUCTION

La crise de la COVID-19 a stoppé net la croissance économique du Québec. Pour des raisons légitimes, les entreprises québécoises, comme celles de la plupart des pays développés, ont cessé leurs activités en mars et avril, et les ont reprises progressivement depuis.

La récession qui découle de cet arrêt forcé est profonde : une décroissance record et un taux de chômage qui a explosé. Rappelons que le Québec connaissait une croissance soutenue depuis plusieurs années et un taux de chômage qui égalait celui du plein emploi.

Rien n'indique que le Québec ne retrouvera pas les niveaux économiques d'avant la pandémie, puisqu'il n'y a pas eu « destruction » des actifs de production. En effet, les entreprises du Québec ont encore accès, pour la plupart, à leurs installations et à leur machinerie. Le grand défi consiste donc à « redémarrer l'appareil économique », et ce, par le biais de la consommation, mais aussi d'une augmentation de l'investissement privé.

Malheureusement, comme plusieurs économies développées, celle du Québec n'a pas connu des niveaux d'investissement privé très élevés ces dernières années. D'ailleurs, une abondante littérature économique a été écrite sur le manque d'investissement privé au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. Or, si stimuler ces investissements représentait un défi avant la crise de la COVID-19, il s'est considérablement accru depuis.

Dans le but de mesurer les effets de la crise sur les intentions d'investir des entreprises, l'Institut du Québec (IDQ) a demandé à Léger de réaliser un sondage auprès de 200 entreprises du Québec afin de comprendre :

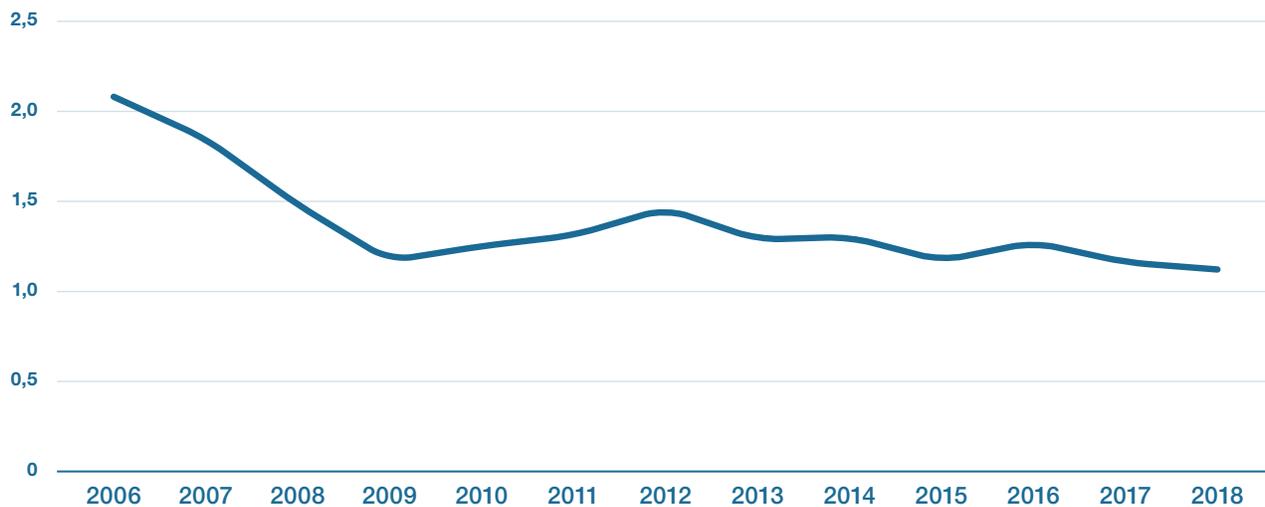
- L'impact de la crise actuelle;
- Leurs intentions d'investir;
- Les obstacles qu'elles perçoivent aux investissements;
- Les mesures qu'elles aimeraient voir adopter par les gouvernements pour soutenir les investissements privés.

Le but de cette analyse consiste à définir des pistes de politiques publiques qui pourraient être mises en place pour soutenir un meilleur investissement privé des entreprises au Québec en période de reprise économique.

Le sous-investissement des entreprises n'est pas nouveau. Depuis la récession de 2008, on observe dans les pays développés un faible investissement privé, l'économie québécoise ne faisant pas exception. Depuis 2006, le ratio entre les investissements en capital privé et les investissements publics au Québec y demeure très bas (graphique 1).

Graphique 1

Ratio des dépenses en immobilisation et réparation corporelle non résidentielle, privé sur public, entre 2006 et 2018



Source : Institut de la statistique du Québec, Calculs de l'IDQ.

Diverses études ont avancé des hypothèses sur la source de ce sous-investissement chronique :

1. La perception de l'incertitude économique, la crainte de ventes futures moindres et l'évaluation d'une certaine stagnation dans la consommation des individus par les entreprises expliqueraient en partie ce manque d'investissement.¹ L'incertitude envers l'économie mondiale est demeurée très longtemps après la crise de 2008, ce qui aurait influencé les investissements des entreprises.² Cette absence d'investissement est d'ailleurs une des causes de la croissance très faible de la productivité.³
2. Il existe aussi des incertitudes face aux technologies. Avec l'explosion des innovations technologiques, celles-ci ont moins d'impact sur la production qu'auparavant, les rendant « moins attrayantes ».⁴ De plus, il est devenu plus difficile pour les entreprises de déterminer quelles seront les futures technologies dominantes.
3. Il y aurait un problème de prise de données dans les statistiques officielles. Les innovations technologiques qui améliorent la productivité sont moins chères qu'auparavant (p. ex. ordinateur de travail) ou elles sont devenues des dépenses (abonnements au lieu d'achats),⁵ ce qui fausserait les tendances observées.

1 IMF [2015], *Uneven growth: Short and Long-term Factors: Chapter 4: Private Investment: What's the Holdup?*, World Economic Outlook.

2 Mason, J. W. [2017], *What Recovery? The Case for Continued Expansionary Policy at the Fed*, Roosevelt Institute.

3 Ollivaud, Patrice, Guillemette, Yvan et David Turner [2016], *Links between weak investment and the slowdown in productivity and potential output growth across the OECD*, OECD Economics Department Working Papers, No. 1304, OECD Publishing, Paris.

4 The Economist, [2016], [Americans are spending and hiring. So why aren't firms investing?](#)

5 Furman, Jason [2015], *Business Investment in the United States: Facts, Explanations, Puzzles and Policies*, Progressive Policy Institute, Washington, D.C.

Au Québec, les constats sont les mêmes. Cross souligne que les entreprises canadiennes et québécoises sont parfois conscrites dans des industries qui exportent moins, ce qui rend leur propension à investir moins élevée.⁶ De plus, pour Dupuis et Noreau,⁷ les entreprises québécoises se sont attardées à augmenter leurs marges et à réduire leur endettement dans les années qui ont suivi la crise de 2008 plutôt que d'investir.

Malgré une certaine stagnation, il semblerait qu'avant la crise, les intentions d'investir étaient sur la pente ascendante. Dans son dernier rapport, la Banque de développement du Canada (BDC) notait que les intentions d'investir au Québec et en Ontario étaient en augmentation pour l'année 2020.⁸

La crise de la COVID-19 a toutefois changé ces perspectives. La confiance dans l'économie semble être un facteur déterminant dans le choix d'investir ou non. Il est donc facile d'émettre l'hypothèse que les entrepreneurs québécois sont moins enclins à investir. Le but est de déterminer quelle est l'ampleur du changement.

6 Cross, Philip [2017], *Weak Business Investment, Household and Public Debt Constrain Canada's Economic Recovery*, Macdonald-Laurier Institute.

7 Dupuis, François et Joëlle Noreau [2016], *L'investissement des entreprises québécoises : Bref regard sur les déterminants et les perspectives*, Desjardins Études économiques.

8 [BDC](#)

4

MÉTHODOLOGIE ET ÉCHANTILLONNAGE

Un sondage a été mené par la firme Léger auprès de 200 entreprises du Québec (entrevues téléphoniques auprès de chefs d'entreprise ou de représentants décisionnels) entre le 9 juillet et le 30 juillet 2020. Le questionnaire comportait huit questions (il se trouve en annexe 1).

Diverses méthodes ont été utilisées pour déterminer l'échantillonnage. À l'échelle régionale, un groupe réunissant la RMR de Montréal et le reste du Québec, qui correspondait à environ la moitié des répondants dans chaque région, a été intégré au sondage. Nous avons aussi voulu déterminer si l'entreprise avait des activités à l'extérieur du Québec (Canada et monde). Finalement, les entreprises de dix employés et moins ont été retirées.

Pour déterminer la pondération du nombre de répondants par catégorie industrielle, nous avons utilisé la moyenne d'investissements par industrie (code SCIAN à deux chiffres) de février 2016 à février 2020, selon le tableau 34-10-0035-01 de Statistique Canada consulté en juillet 2020. Nous avons éliminé certaines catégories de services qui comportaient une part importante d'investissement public. Nous avons aussi retiré des catégories dont les valeurs étaient très basses.

Dans le cadre des appels téléphoniques, il a été constaté que le nombre requis de répondants d'entreprises en extraction minière était trop élevé considérant le nombre réel d'entreprises sur le territoire québécois. Nous avons réajusté la pondération en redistribuant ces surplus de répondants potentiels dans les autres catégories, particulièrement celle de la fabrication. Pour tenter de donner un portrait juste des résultats selon le poids des investissements, Léger a procédé quand cela était possible, à une repondération des résultats. Lorsque nous utilisons ceux-ci, nous le mentionnons.

L'échantillonnage final est présenté au tableau 1.

Tableau 1

Industries	Nombre
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11
Commerce de détail	13
Commerce de gros - haute technologie	1
Commerce de gros - autres	8
Construction	15
Extraction minière et extraction de pétrole/gaz	7
Transport et entreposage	48
Fabrication - autres	43
Fabrication - haute technologie	2
Finance et assurances	6
Industrie de l'information et culturelle	13
Services immobiliers - location et bail	25
Services professionnels - autres services	7
Services professionnels - services-conseils	1
Grand total	200

Le détail de l'échantillonnage final se trouve à l'annexe 2.

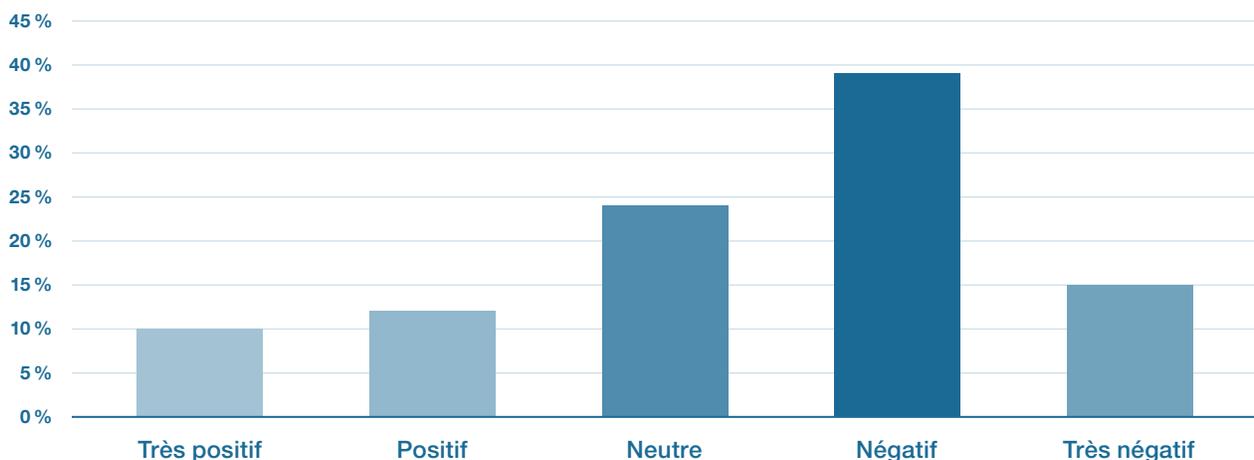
Comme prévu, la crise actuelle a affecté la perception et les intentions des entrepreneurs, mais à divers niveaux. Nous allons nous concentrer sur les résultats les plus significatifs. L'ensemble des résultats, non pondérés, sont présentés à l'annexe 3,⁹ tandis que l'annexe 4 comprend le rapport produit par Léger avec certains résultats pondérés.

Perception de la crise actuelle

La majorité des répondants, soit 54 %, ¹⁰ ont déclaré que la crise de la COVID-19 avait eu des effets négatifs. De façon surprenante, il y a tout de même 22 % ¹¹ des répondants qui ont déclaré que la crise a eu des effets positifs.

Graphique 2

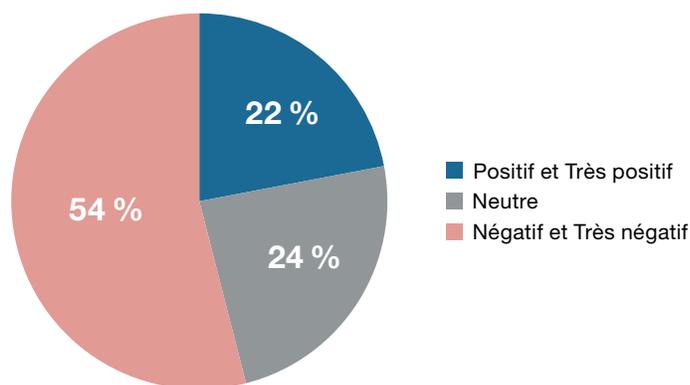
Perception de la crise pour l'ensemble des répondants



Source : Léger, pondéré.

Graphique 3

Perception de la crise pour l'ensemble des répondants



Source : Léger, pondéré.

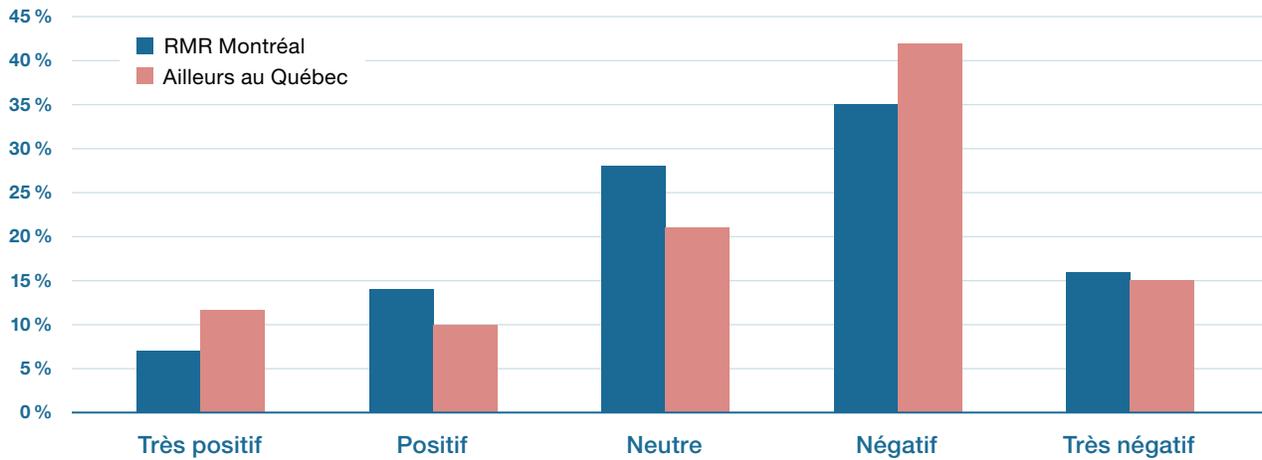
⁹ L'effet de la pondération demeure minimale. Il s'agit souvent d'une variation d'un ou deux points de pourcentage.

¹⁰ Pondéré.

¹¹ Pondéré.

Graphique 4

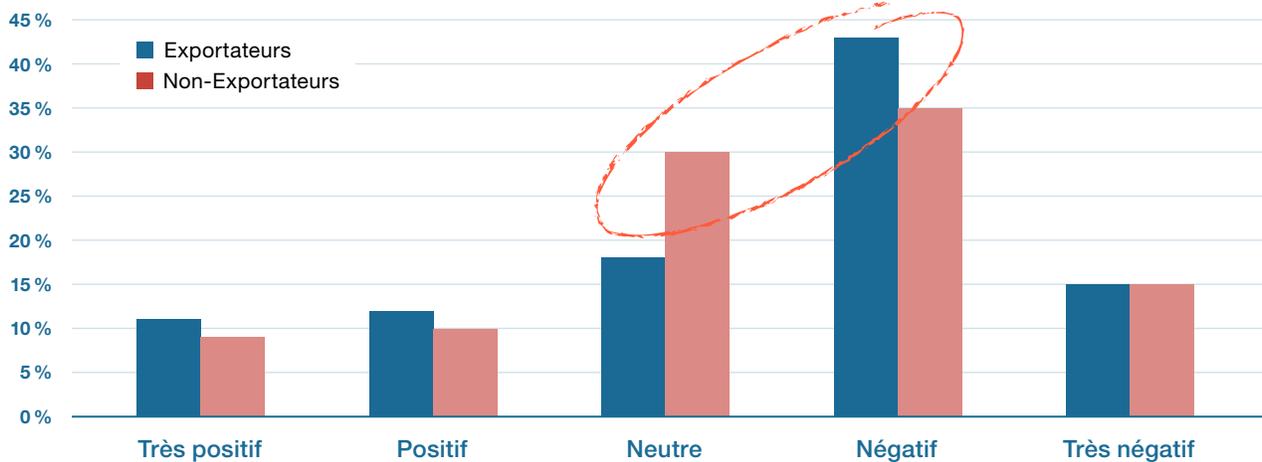
Perception de la crise par région



Source : Léger, pondéré.

Graphique 5

Perception de la crise par exportateurs ou non



Source : Léger, pondéré.

Alors que les différences régionales sont minimes et que la taille de l'entreprise ne semble pas changer la perception, les exportateurs sont en général plus négatifs que les non-exportateurs. Les différences industrielles sont difficiles à percevoir, certaines catégories ne comptant pas assez de répondants.

Ainsi :

- Une majorité de répondants considère la crise actuelle comme négative, et les exportateurs sont plus négatifs que les non-exportateurs.

Intentions d'investir comparativement à la situation qui prévalait avant la crise de la COVID-19

À première vue, la crise a légèrement réduit les intentions d'investir des entreprises. Cela dit, il faut souligner que 35 % des entreprises n'avaient pas prévu d'investissements en 2020, ce qui est en soi un constat inquiétant.

Tout de même, 36 % des entreprises ont réduit ou annulé leurs investissements prévus cette année, 17 % vont les maintenir et 11 % comptent les augmenter. **Au total, près de 71 % des entreprises sondées n'ont pas l'intention d'investir ou ont réduit cette intention à la suite de la crise.**¹²

Tableau 2

Perception	%	
Plus de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	7,0%	11,0%
Un peu plus de ce qui était prévu avant mars 2020 (entre 1 % et 50 %)	4,0%	
Ce qui était prévu en mars 2020	17,0%	17,0%
Un peu moins de ce qui était prévu avant mars 2020	17,0%	36,0%
Moins de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	11,0%	
La crise m'a forcé à annuler l'ensemble des investissements prévus	8,0%	
Aucun investissement n'était prévu avant mars 2020 et aucun investissement n'est prévu maintenant	35,0%	35,0%
Je ne sais pas	2,0%	

Source : Léger, pondéré.

La différence est plus évidente quand on sépare les entreprises comptant entre 10 à 24 employés de celles de 25 employés et plus. Si une bonne proportion des premières n'avaient pas l'intention d'investir, la crise a réduit encore plus cette perspective : 56 % des petites entreprises n'ont pas l'intention d'investir en 2020.

Les moyennes et grandes entreprises ont aussi été affectées : 35 % de celles-ci vont réduire ou éliminer leurs investissements prévus, alors que 16 % comptent les augmenter.

Tableau 3

	10 à 24 employés	25 employés et plus
Plus de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	4,6%	8,8%
Un peu plus de ce qui était prévu avant mars 2020 (entre 1 % et 50 %)	2,3%	7,1%
Ce qui était prévu en mars 2020	14,9%	19,5%
Un peu moins de ce qui était prévu avant mars 2020	10,3%	18,6%
Moins de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	8,0%	10,6%
La crise m'a forcé à annuler l'ensemble des investissements prévus	11,5%	5,3%
Aucun investissement n'était prévu avant mars 2020 et aucun investissement n'est prévu maintenant	44,8%	29,2%
(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	3,4%	0,9%
Grand total	100,0%	100,0%

Source : Léger, pondéré.

12 Données pondérées.

Les exportateurs sont un peu plus positifs : 22 % vont maintenir leurs investissements, tandis que 14 % pensent les augmenter. La réduction des investissements prévus chez les exportateurs est moins prononcée que pour les non-exportateurs, malgré une perception de la crise plus négative.

Tableau 4

	Exportateurs (Canada et monde)	Non-exportateurs
Plus de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	10,0%	3,0%
Un peu plus de ce qui était prévu avant mars 2020 (entre 1 % et 50 %)	4,0%	4,0%
Ce qui était prévu en mars 2020	22,0%	12,0%
Un peu moins de ce qui était prévu avant mars 2020	19,0%	14,0%
Moins de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	9,0%	12,0%
La crise m'a forcé à annuler l'ensemble des investissements prévus	4,0%	12,0%
Aucun investissement n'était prévu avant mars 2020 et aucun investissement n'est prévu maintenant	30,0%	41,0%
(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	2,0%	2,0%
Grand total	100,0%	100,0%

Source : Léger, pondéré.

Ainsi :

- 71 % de l'ensemble des entreprises sondées n'ont prévu aucun investissement, ont annulé leurs investissements ou ont réduit ceux-ci face à la crise actuelle;
- 35 % des moyennes et grandes entreprises vont réduire ou annuler leurs investissements prévus;
- Les exportateurs laissent entendre qu'ils vont maintenir leurs investissements, et même les augmenter en plus grand nombre que les non-exportateurs.

Domaines d'investissement

Dans quel domaine ces investissements sont-ils prévus? Nous avons défini ceux-ci selon des catégories assez larges permettant de capter des investissements qui ne sont pas nécessairement associés à des immobilisations traditionnelles, comme la formation.

Il semble que la formation, et dans une moindre mesure, les technologies de l'information ainsi que le matériel et l'outillage vont demeurer les investissements de choix pour ceux qui ont l'intention d'investir, tandis que la R-D restera le parent pauvre.

Tableau 5

	Nombre	%
Technologies de l'information et communication numérique (TIC)	60	30%
Matériel et outillages autres que ceux liés aux TIC	67	34%
Structures, bâtiments, rénovation ou construction	54	27%
Recherche et développement (R - D)	33	17%
Acquisitions	56	28%
Formation	89	45%

La différence entre les régions et les industries n'est pas nécessairement très prononcée. Il semble que les moyennes et grandes entreprises veuillent investir dans une plus grande proportion dans les technologies de l'information.

Tableau 6

	10 à 24 employés	25 et plus
Technologies de l'information et communication numérique (TIC)	11,6%	19,0%
Matériel et outillages autres que ceux liés aux TIC	17,9%	19,0%
Structures, bâtiments, rénovation ou construction	17,9%	13,8%
Recherche et développement (R - D)	9,8%	8,9%
Acquisitions	18,8%	14,2%
Formation	24,1%	25,1%

Les exportateurs ont une propension plus grande à investir, et la R-D semble susciter plus d'intérêt de leur part. Il demeure que la formation ainsi que le matériel et l'outillage sont les éléments les plus susceptibles de recevoir des investissements dans la prochaine année.

Tableau 7

	Exportateurs (Canada et monde)	Non-exportateurs
TIC	33,7%	26,0%
Matériel et outillage	38,5%	28,1%
Structure	32,7%	20,8%
R - D	25,0%	7,3%
Acquisitions	30,8%	25,0%
Formation	51,0%	37,5%

Source des tableaux 5 à 7 : Léger, non pondéré.

Ainsi :

- La formation, les technologies de l'information ainsi que le matériel et l'outillage sont les domaines de choix des entreprises pour leurs investissements prévus;
- Les investissements en recherche et développement demeurent faibles, mais plus prisés par les exportateurs.

Barrières perçues à l'investissement

Puisque 36 % des entreprises n'avaient pas l'intention d'investir et n'ont pas changé d'idée avec la crise, il était important de vérifier quelles étaient les barrières à l'investissement perçues au préalable par celles-ci.

Trois éléments ont été mentionnés par plus de 50 % des répondants :

- L'incertitude économique, ce qui est une évidence dans le cas actuel;
- La rareté de la main-d'œuvre;
- La réduction de la demande.

Tableau 8

Nombre de mentions des barrières à l'investissement (plusieurs mentions possibles)

Les barrières commerciales	41
La rareté de la main-d'œuvre	130
La perte de fournisseurs importants	39
Une réduction de la demande pour vos produits ou services	112
L'incertitude économique générale	131
Le manque de liquidités	72
Le financement inaccessible	41
Le changement des activités de l'entreprise suite à la crise	42

Source : Léger, non pondéré.

Quand on regarde en détail les mentions par type d'entreprises, un constat ressort : **la pénurie de main-d'œuvre demeure la préoccupation principale de celles-ci, peu importe la taille, la région, l'industrie ou le fait d'exporter ou non.**

Pour une entreprise qui exporte, l'incertitude économique et les barrières commerciales sont des obstacles importants. La baisse de la demande pour les produits est une barrière plus fréquemment mentionnée en région que dans la RMR de Montréal. Le manque de liquidité est une des principales raisons invoquées par les entreprises endettées, mais ce nombre demeure limité.

Ainsi :

- Deux facteurs économiques sont responsables, selon les entrepreneurs, de la baisse de leurs intentions d'investir, soit l'incertitude économique et la baisse de la demande;
- La rareté de la main-d'œuvre est mentionnée comme obstacle à l'investissement par la majorité des répondants, peu importe leur caractéristique;
- Pour les exportateurs, l'incertitude économique et les barrières commerciales sont des facteurs plus importants comme barrière à l'investissement.

Endettement

Deux autres questions concernaient le niveau d'endettement des entreprises et leur endettement « d'urgence » pendant la crise. Ces questions sont importantes, car elles mesurent la nécessité – ou non – pour l'état de soutenir financièrement les entreprises dans leurs activités pour relancer les investissements privés.

Il semble que seulement 18 % des entrepreneurs interrogés aient une inquiétude face à l'endettement de leur entreprise à ce moment-ci. De plus, le quart se sont endettés pendant la crise, et seulement 20 répondants se disent inquiets et ont dû s'endetter.

Tableau 9

	Oui	Non
Est-ce que le niveau d'endettement de votre entreprise est un élément qui vous inquiète ?	36	159
Est-ce que votre entreprise a dû s'endetter pour faire face à la crise de la COVID-19 ?	51	139

Source : Léger, non pondéré

Ainsi :

- Il ne semble pas que les répondants aient une inquiétude particulière envers l'endettement pour l'instant, et le nombre d'entreprises qui se sont endettées pendant la crise demeure limité.

Mesures de soutien souhaitées

Cette question ouverte permettait d'obtenir une banque d'idées qui pourraient devenir des leviers pour stimuler l'investissement privé pendant la relance. Nous avons réuni ces mentions dans diverses catégories. L'annexe 3 présente les réponses obtenues.

Il importe de noter que les répondants ne pouvaient pas mentionner les subventions directes comme mesures possibles. Puisque l'endettement en semble pas être une inquiétude, il semble que les prêts ou la garantie de prêts soient parmi les mesures les plus populaires.

Le retrait de la PCU par le fédéral est revenu à 20 reprises. Les mots choisis par les répondants ainsi que la mention de la rareté de la main-d'œuvre comme obstacle laisse entrevoir une certaine inquiétude face aux réembauches et futures embauches. La subvention salariale recueille un certain appui, tandis que le gel ou la baisse des taxes et impôts demeurent un choix pour certains entrepreneurs.

Tableau 10

Catégories de mesures	Mentions
Prêts garantis et faciliter l'accès aux prêts	25
Retirer la PCU	20
Continuer les subventions salariales	19
Geler ou réduire l'impôt, la TPS/TVQ, et le report des paiements	17
Pénurie de main-d'œuvre, accès et formation, et augmentation de l'immigration	13
Simplifier les démarches administratives	9
Gestion du temps de travail des employés	3
Infrastructures supportées par le gouvernement	3
Supporter les agrandissements dus aux conditions sanitaires, et autres mesures	2
Fin des mesures liées à la COVID-19	2
Ne rien faire	2
International : accès aux marchés	2
Les prêts aux clients	1
Amortissement accéléré des investissements	1

Source : Léger, Compilation IDQ.

Ainsi :

- Les prêts, les garanties de prêts, les subventions salariales et la baisse des charges fiscales sont des mesures financières privilégiées par les répondants;
- Répondre à leur demande en main-d'œuvre demeure une des mesures les plus appréciées selon eux.

Potentiel des mesures pour stimuler les investissements

La dernière question a été posée afin de mesurer subjectivement l'effet éventuel de telles mesures. Est-ce que les mesures qu'ils proposent auront pour effet de contrer leur perception d'obstacles à l'investissement privé ?

Il semble que la majorité de ceux qui ont proposé des mesures estime que celles-ci auront peu d'effets. Bien que ce constat soit positif, la confiance envers cet effet demeure limitée : la majorité des répondants qui croient que ces mesures auraient un effet considère qu'il sera limité.

Tableau 11

Beaucoup	34
Un peu	51
Ou cela ne ferait aucune différence?	18
(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	1
GRAND TOTAL	104

Source : Léger, non pondéré.

Ainsi :

- L'effet de telles mesures mises en place par le gouvernement serait limité.

PROPOSITIONS ET CONCLUSION

Les constats que nous pouvons tirer du sondage sont multiples :

- 54 % des répondants estiment que la crise actuelle a des effets négatifs sur leurs activités, ce pourcentage est encore plus important chez les exportateurs;
- 35 % des entrepreneurs interrogés comptent réduire ou annuler leurs investissements au cours de la prochaine année, par rapport à ce qu'ils avaient prévu avant la crise. À ces derniers s'ajoutent un autre 35 % qui n'ont pas prévu investir;
- Ceux qui investiront le feront dans la formation, les TIC, ainsi que le matériel et l'outillage;
- Les facteurs économiques comme l'incertitude et la baisse de la demande sont des obstacles à l'investissement, **mais la rareté de la main-d'œuvre demeure une grande préoccupation;**
- L'endettement ne semble pas être un problème pour les entreprises;
- Si les prêts et les subventions demeurent importants pour appuyer ces entreprises, répondre à leur demande de main-d'œuvre l'est aussi.

Propositions pour susciter l'investissement privé

Devant ces constats, l'IDQ a réfléchi à des pistes d'actions. Rappelons cependant qu'elles auront un effet limité: avant la crise, plusieurs États, dont le Québec, ont développé des stratégies de soutien à l'investissement privé qui ne se sont pas toujours soldées par une augmentation en absolu de ceux-ci.

En fait, selon ce qui ressort de la littérature et du sondage, la réduction générale de l'incertitude des entreprises devrait être l'objectif principal du gouvernement. Or, les réponses laissent entendre que l'incertitude est élevée :

- face à l'économie en général;
- face à la disponibilité de la main-d'œuvre.

Toutes les stratégies gouvernementales doivent donc viser à réduire ces incertitudes, par le biais de programmes ciblés et bien communiqués. Pour susciter l'investissement dans un contexte post-COVID-19, plusieurs avenues sont possibles.

Accès à la main-d'œuvre

Ce point semble être celui qui réduit le plus fortement les intentions d'investir, après l'incertitude économique. L'accès à la main-d'œuvre, malgré un taux de chômage plus élevé depuis plusieurs mois, semble toujours préoccuper les entrepreneurs.

La première étape consiste à redéployer certains travailleurs des secteurs qui sont et seront peu demandés vers des secteurs qui le sont, tout en respectant les besoins futurs de l'ensemble des industries et les barrières à la mobilité interrégionale. À ce titre, est-ce que certaines régions en déficit chronique de main-d'œuvre peuvent organiser des missions de recrutement dans des régions en surplus ?

Par le biais de formations accélérées et de recrutements ciblés, des situations de pénuries peuvent être résolues. Le programme de préposés aux bénéficiaires mis sur pied pendant la pandémie en est un exemple probant. Le même type d'actions serait donc requis pour certains secteurs industriels. Le rapport produit par l'IDQ sur l'emploi reprend

quelques idées dans ce sens.

Un travail de fond doit aussi être fait sur l'adéquation entre la formation de la main-d'œuvre et les exigences du marché du travail. Trop souvent, les actions sont basées sur des informations dépassées. Or, dans un contexte de crise comme celle que nous vivons, la connaissance fine des besoins du marché doit précéder toute action.

La rareté de main-d'œuvre doit aussi être résorbée par une immigration ciblée et soutenue. Les cibles d'immigration ne seront vraisemblablement pas atteintes en 2020. **Il faudrait donc envisager de reporter les cibles non atteintes cette année, et les ajouter à celles des années subséquentes.** De plus, il ne faut pas tomber dans le piège d'une réduction des quotas pour les années à venir sur la base d'une hausse de taux de chômage qui risque d'être temporaire.

Le message suggéré réside dans la garantie d'un accès fiable à une main-d'œuvre qualifiée.

Augmenter l'accès aux prêts et aux garanties de prêts

Il semble que les entrepreneurs interrogés ne connaissent pas encore les programmes disponibles et qu'ils éprouvent quelques difficultés d'accès. Il serait peut-être pertinent de travailler de concert avec le ministère de l'Économie et de l'Innovation pour communiquer plus activement avec les entreprises en difficulté afin de connaître les obstacles administratifs qu'ils semblent rencontrer. Il faudrait aussi augmenter les montants impartis à ces prêts.

Il y a peut-être lieu de procéder à une révision des critères d'admission aux programmes de prêts et de garanties de prêts en place afin d'en assouplir certains éléments. Il serait aussi pertinent de réunir les prêteurs du marché québécois (banques, Desjardins et autres institutions) autour d'une table informelle sur les aides financières aux entreprises.

Dans le cadre du sondage, ce sont les entreprises manufacturières et celles du transport et de l'entreposage qui ont souligné que l'adoption de telles mesures aurait un effet positif sur leurs intentions d'investir.

Le message suggéré vise à réduire l'inquiétude face à la disponibilité de capitaux et à offrir un soutien éventuel à des clients locaux.

Exiger une redéfinition de la PCU

En lien avec la proposition précédente, il semble qu'il existe une frustration prononcée envers la PCU (et la PCU pour les étudiants). Selon plusieurs répondants, la PCU a constitué une barrière à l'embauche au cours des dernières semaines. Il serait souhaitable que le gouvernement du Québec interpelle de nouveau le gouvernement fédéral sur cette question.

La PCU était justifiée dans un contexte de crise, mais avec la reprise, il serait plus utile de l'orienter vers des secteurs qui sont toujours en difficulté, ou de la fusionner avec l'assurance-emploi.

Le message consiste aussi à rassurer les entreprises face aux défis de recrutement de la main-d'œuvre.

Maintenir les mesures de soutien aux salaires

Plusieurs répondants ont souligné l'importance des mesures adoptées pour soutenir les salaires des travailleurs. Plusieurs se sont aussi plaints de ne pas y avoir accès. Afin de laisser des liquidités dans les entreprises et de favoriser une reprise rapide de leurs activités, la continuité des subventions liées aux salaires s'avère une bonne avenue.

Il s'agit ici de réduire l'incertitude au niveau des liquidités.

Geler les taxes et les impôts

Dans le même ordre d'idées, le gel des taxes et des impôts semble être une avenue qui permettrait de laisser des liquidités dans les coffres des entreprises. La pression accrue sur les finances publiques sera forte au cours des prochaines années, et l'équilibre budgétaire impliquera sans doute une recherche de revenus additionnels. Bien que certains répondants aient indiqué le désir de voir une baisse des taxes et impôts, le gel de ceux-ci pour les entreprises semble une voie de passage entre la nécessité d'équilibrer le budget du Québec et la stimulation de l'investissement privé. Le gouvernement du Québec a déjà annoncé son intention de ne pas augmenter le fardeau des contribuables. Il serait souhaitable que les entreprises puissent avoir un engagement du même type sur plusieurs années.

Encore une fois, il s'agit ici de réduire l'incertitude au chapitre des liquidités.

Autres mesures possibles

Finaliser la simplification réglementaire

Bien qu'avancé, le processus de simplification réglementaire doit s'accélérer et devenir permanent. Certains répondants soulignent que les processus administratifs sont encore des freins substantiels à l'investissement.

Élargir la compréhension de l'investissement des entreprises

La définition traditionnelle de l'investissement privé capte mal les investissements liés à la R-D et à la formation. Pourtant, près de la moitié des répondants ont laissé entendre qu'ils feraient des investissements dans la formation, ce qui est une bonne nouvelle et mérite d'être soutenu.

Le soutien à la commercialisation et au développement des marques est une faiblesse structurelle au Québec. Intégrer ces notions dans la définition de l'investissement privé serait bénéfique et permettrait de mettre en place des mesures de support appropriées.

La R-D demeure le parent pauvre des investissements privés. Cet investissement n'a été mentionné que par 17 % des répondants. Pourtant, il s'agit de la clé de la prospérité des entreprises du Québec. Malgré la présence d'un environnement réglementaire et fiscal compétitif dans ce domaine, les investissements privés ne seront probablement pas au rendez-vous. Une révision des soutiens à l'innovation pourrait s'avérer nécessaire.

Conclusion et prochaines étapes

La clé de la reprise passe par un investissement privé soutenu. Par le passé, les entreprises du Québec, comme celles des pays développés, n'ont pas nécessairement été les moteurs espérés d'un investissement soutenu. Les prochains mois seront cruciaux pour l'économie québécoise et des actions claires et concrètes sont nécessaires.

Dans le but de suivre cette tendance, l'IDQ pourrait faire, avec l'appui de partenaires, le même exercice à la fin de l'automne 2020 pour vérifier si un changement de tendance s'opère au sein du secteur privé québécois. Une recherche plus approfondie est aussi nécessaire afin de cibler les meilleures pratiques dans le monde qui pourraient être importées ici.

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE

[POSER À TOUS] / [MENTION SIMPLE]

Q1. Sur une échelle de 1 à 5, 1 étant un effet très positif, 3 aucun effet, et 5 un très négatif, quelle serait votre évaluation de l'effet de la crise actuelle causée par la COVID-19 sur les activités de votre entreprise ?

1 – Très positif	2	3 – Aucun effet	4	5 – Très négatif	Je ne sais pas (NE PAS LIRE)
-------------------------	----------	------------------------	----------	-------------------------	---

[POSER À TOUS] / [MENTION SIMPLE]

Q2. Considérant le contexte de la crise liée à la COVID-19, dans les prochains mois, et ce en comparant avec la situation qui prévalait avant mars 2020, votre entreprise entend-elle investir dans de la machinerie, du capital de production, des ressources technologiques, des données ou de nouveaux procédés, la construction ou la rénovation des bâtiments ou faire des acquisitions ?

Libellé	Valeur	Attribut	Terminaison
Plus de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	1		
Un peu plus de ce qui était prévu avant mars 2020 (entre 1 % et 50 %)	2		
Ce qui était prévu en mars 2020	3		
Un peu moins de ce qui était prévu avant mars 2020	4		
Moins de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	5		
La crise m'a forcé à annuler l'ensemble des investissements prévus	6		
Aucun investissement n'était prévu avant mars 2020 et aucun investissement n'est prévu maintenant	7		
(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	99		

[POSER SI Q2=1, 2, 3, 4, 5, 6, 99] / [MENTION SIMPLE] / LIBELLÉS EN ORDRE ALÉATOIRE
(NE PAS POSER SI RÉPONSE 7 À LA QUESTION PRÉCÉDENTE)

Q3. Parmi ces types d'investissement, quel est le type dont vous êtes le plus susceptible de faire dans les prochains mois ?

Libellé	Valeur	Attribut	Terminaison
Technologies de l'information et communication numérique (TIC)	1		
Matériel et outillages autres que ceux liés aux TIC	2		
Structures, bâtiments, rénovation ou construction	3		
Recherche et développement (R-D)	4		
Acquisitions	5		
Formation	6		

Choix de réponses	Valeur	Attribut	Terminaison
Oui	1		
Non	2		
(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	99		

[POSER À TOUS] / [MENTIONS MULTIPLES] / LIBELLÉS EN ORDRE ALÉATOIRE

Q4. Parmi les éléments suivants, lesquels sont les plus susceptibles d'influencer négativement vos intentions d'investir ?

Libellé	Valeur	Attribut	Terminaison
Les barrières commerciales	1		
La rareté de la main-d'œuvre	2		
La perte de fournisseurs importants	3		
Une réduction de la demande pour vos produits ou services	4		
L'incertitude économique générale	5		
Le manque de liquidités	6		
Le financement inaccessible	7		
Le changement des activités de l'entreprise à la suite de la crise	8		
Autre, précisez :	96	Ouverte / F	
(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	99	F / X	

[POSER À TOUS] / [MENTION SIMPLE]

Q5. Est-ce que le niveau d'endettement de votre entreprise est un élément qui vous inquiète ?

Choix de réponses	Valeur	Attribut	Terminaison
Oui	1		
Non	2		
(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	99		

[POSER À TOUS] / [MENTION SIMPLE]

Q6. Est-ce que votre entreprise a dû s'endetter pour faire face à la crise de la COVID-19 ?

Choix de réponses	Valeur	Attribut	Terminaison
Oui	1		
Non	2		
(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	99		

[POSER À TOUS] / [MENTION SIMPLE]

Q7. Pouvez-vous identifier des mesures spécifiques, **autres que les subventions directes**, que pourrait prendre le gouvernement afin de vous appuyer comme entrepreneur dans vos projets d'investissement considérant la situation actuelle ?

Veillez inscrire la réponse :	96	Ouverte / F	
Rien en particulier	97		
(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	99	F / X	

[POSER À TOUS] / [MENTION SIMPLE]

Q8. Si une de ces mesures était mise en place, est-ce que vos intentions d'investir seraient augmentées ?

Libellé	Valeur	Attribut	Terminaison
Beaucoup	1		
Un peu	2		
Ou cela ne ferait aucune différence ?	3		
(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	99		

ANNEXE 2 : ÉCHANTILLONNAGE FINAL

Les 200 répondants par industrie

Tableau 1

Industries	Nombre
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11
Commerce de détail	13
Commerce de gros - haute technologie	1
Commerce de gros - autres	8
Construction	15
Extraction minière et extraction de pétrole/gaz	7
Transport et entreposage	48
Fabrication - autres	43
Fabrication - haute technologie	2
Finance et assurances	6
Industrie de l'information et culturelle	13
Services immobiliers - location et bail	25
Services professionnels - autres services	7
Services professionnels - services-conseils	1
Grand total	200

Les 200 répondants par région

Tableau 2

Régions administratives	Nombre
Bas-Saint-Laurent	6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7
Capitale-Nationale	19
Mauricie	6
Estrie	11
Montréal	47
Outaouais	7
Abitibi-Témiscamingue	9
Côte-Nord	3
Nord-du-Québec	2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4
Chaudière-Appalaches	14
Laval	4
Lanaudière	9
Laurentides	9
Montérégie	31
Centre-du-Québec	12
Total	200

Les 200 répondants par RMR

Tableau 3

Région	Nombre
RMR de Montréal	80
RMR de Québec	19
Ailleurs au Québec	101
Grand total	200

Les 200 répondants par nombre d'employés

Tableau 4

Nombre d'employés	Nombre
10 à 24 employés	87
25 à 99 employés	76
100 à 199 employés	20
200 à 249 employés	9
250 à 299 employés	1
300 à 499 employés	5
500 employés et plus	2
Grand total	200

54 % des entreprises répondantes ont dit exporter

52 % réalisent des ventes ailleurs au Canada

31 % réalisent des ventes à l'international

ANNEXE 3 : RÉSULTATS COMPLETS, NON PONDÉRÉS

Impact perçu de la crise de la COVID-19 sur les activités

Tableau 1 – par industrie

Industries	Très positif	Positif	Neutre	Négatif	Très négatif
Agriculture, foresterie, pêche et chasse		2	4	4	1
	0%	18%	36%	36%	9%
	18%		36%	45%	
Commerce de détail	2	1	3	5	2
	15%	8%	23%	38%	15%
	23%		23%	54%	
Commerce de gros – haute technologie	1				
	100%	0%	0%	0%	0%
	100%		0%	0%	
Commerce de gros – autres	2	2	2	2	
	25%	25%	25%	25%	0%
	50%		25%	25%	
Construction	1	1	6	7	
	7%	7%	40%	47%	0%
	13%		40%	47%	
Extraction minière et extraction de pétrole/gaz	1		1	5	
	14%	0%	14%	71%	0%
	14%		14%	71%	
Transport et entreposage	3	4	13	15	13
	6%	8%	27%	31%	27%
	15%		27%	58%	
Fabrication – autres	5	6	9	17	6
	12%	14%	21%	40%	14%
	26%		21%	53%	
Fabrication – haute technologie		1		1	
	0%	50%	0%	50%	0%
	50%		0%	50%	
Finance et assurances			3	1	2
	0%	0%	50%	17%	33%
	0%		50%	50%	
Industrie de l'information et culturelle	2	2	1	4	4
	15%	15%	8%	31%	31%
	31%		8%	62%	
Services immobiliers – location et bail	2	4	9	9	1
	8%	16%	36%	36%	4%
	24%		36%	40%	
Services professionnels – autres services	1	1		4	1
	14%	14%	0%	57%	14%
	29%		0%	71%	
Services professionnels – services-conseils				1	
	0%	0%	0%	100%	0%
	0%		0%	100%	
GRAND TOTAL	20	24	51	75	30
	10%	12%	26%	38%	15%
	22%		26%	53%	

Tableau 2 – par région

	Très positif	Positif	Neutre	Négatif	Très négatif
RMR Montréal	6	10	22	29	13
	8%	13%	28%	36%	16%
	20%		28%	53%	
RMR Québec	2	3	4	8	2
	11%	16%	21%	42%	11%
	26%		21%	53%	
Ailleurs au Québec	12	11	25	38	15
	12%	11%	25%	38%	15%
	23%		25%	52%	
GRAND TOTAL	20	24	51	75	30
	10%	12%	26%	38%	15%
	22%		26%	53%	

Tableau 3 – par nombre d'employés

Par nombre d'employés	Très positif	Positif	Neutre	Négatif	Très négatif
10 à 24 employés	11	11	22	32	11
	13%	13%	25%	37%	13%
	25%		25%	49%	
25 à 99 employés	6	11	18	29	12
	8%	14%	24%	38%	16%
	22%		24%	54%	
100 à 199 employés			7	9	4
	0%	0%	35%	45%	20%
	0%		35%	65%	
200 à 249 employés		2	3	3	1
	0%	22%	33%	33%	11%
	22%		33%	44%	
250 à 299 employés	1				
	100%	0%	0%	0%	0%
	100%		0%	0%	
300 à 499 employés	2		1	1	1
	40%	0%	20%	20%	20%
	40%		20%	40%	
500 employés et plus				1	1
	0%	0%	0%	50%	50%
	0%		0%	100%	
GRAND TOTAL	20	24	51	75	30
	10%	12%	26%	38%	15%
	22%		26%	53%	

Tableau 4 – entreprises exportatrices (Canada et monde) ou non

Exportation	Très positif	Positif	Neutre	Négatif	Très négatif
Oui	12	13	20	43	16
	12%	13%	19%	41%	15%
	24%		19%	57%	
Non	8	11	31	32	14
	8%	11%	32%	33%	15%
	20%		32%	48%	

Intentions d'investir comparativement à la situation qui prévalait avant la crise

Tableau 5 – par industrie

	Plus de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	Un peu plus de ce qui était prévu avant mars 2020 (entre 1 % et 50 %)	Ce qui était prévu en mars 2020	Un peu moins de ce qui était prévu avant mars 2020	Moins de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	La crise m'a forcé à annuler l'ensemble des investissements prévus	Aucun investissement n'était prévu avant mars 2020 et aucun investissement n'est prévu maintenant	(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	GRAND TOTAL
Agriculture, foresterie, pêche et chasse			5	2	1	2	1		11
Commerce de détail	1	2	2	2	1	2	3		13
Commerce de gros – haute technologie		1							1
Commerce de gros – autres		1	1	2			3	1	8
Construction		1	3	4	2	3	2		15
Extraction minière et extraction de pétrole/gaz			1	4	1		1		7
Transport et entreposage	5	2	7	6	4	4	19	1	48
Fabrication – autres	5	2	7	7	4	2	15	1	43
Fabrication – haute technologie			1				1		2
Finance et assurances		1	1		1		3		6
Industrie de l'information et culturelle	1		2		3	2	5		13
Services immobiliers – location et bail	2		3	2	2		15	1	25
Services professionnels – autres services			2			1	4		7
Services professionnels – services-conseils				1					1
GRAND TOTAL	14	10	35	30	19	16	72	4	200

Tableau 6 – par région

	Plus de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	Un peu plus de ce qui était prévu avant mars 2020 (entre 1 % et 50 %)	Ce qui était prévu en mars 2020	Un peu moins de ce qui était prévu avant mars 2020	Moins de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	La crise m'a forcé à annuler l'ensemble des investissements prévus	Aucun investissement n'était prévu avant mars 2020 et aucun investissement n'est prévu maintenant	(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	GRAND TOTAL
RMR de Montréal	5	5	12	13	7	7	30	1	80
RMR de Québec	1	1	7	3	3		4		19
Ailleurs au Québec	8	4	16	14	9	9	38	3	101
GRAND TOTAL	14	10	35	30	19	16	72	4	200

Tableau 7 – par nombre d'employés

	Plus de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	Un peu plus de ce qui était prévu avant mars 2020 (entre 1 % et 50 %)	Ce qui était prévu en mars 2020	Un peu moins de ce qui était prévu avant mars 2020	Moins de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	La crise m'a forcé à annuler l'ensemble des investissements prévus	Aucun investissement n'était prévu avant mars 2020 et aucun investissement n'est prévu maintenant	(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	GRAND TOTAL
10 à 24 employés	4	2	13	9	7	10	39	3	87
25 à 99 employés	7	5	15	11	10	3	24	1	76
100 à 199 employés	2	1	3	6	2	2	4		20
200 à 249 employés		1	2	3		1	2		9
250 à 299 employés			1						1
300 à 499 employés	1	1	1	1			1		5
500 employés et plus							2		2
GRAND TOTAL	14	10	35	30	19	16	72	4	200

Tableau 8 – par type d’entreprises (exportatrices ou non)

	Plus de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	Un peu plus de ce qui était prévu avant mars 2020 (entre 1 % et 50 %)	Ce qui était prévu en mars 2020	Un peu moins de ce qui était prévu avant mars 2020	Moins de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	La crise m'a forcé à annuler l'ensemble des investissements prévus	Aucun investissement n'était prévu avant mars 2020 et aucun investissement n'est prévu maintenant	(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	GRAND TOTAL
Exportateurs (Canada et monde)	11	5	22	19	8	5	32	2	104
Non-exportateurs	3	5	13	11	11	11	40	2	96
GRAND TOTAL	14	10	35	30	19	16	72	4	200

Types d'investissement

Tableau 9 – nombre de mentions (plus d'une mention possible)

Type	Nombre de mentions
Technologies de l'information et communication numérique (TIC)	60
Matériel et outillages autres que ceux liés aux TIC	67
Structures, bâtiments, rénovation ou construction	54
Recherche et développement (R & D)	33
Acquisitions	56
Formation	89

Tableau 10 – nombre de mentions par industrie (plus d'une mention possible)

Par industrie	TIC	Matériel et outillage	Structure	R-D	Acquisitions	Formation
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1	1	1	1	1	1
Commerce de détail	3	6	5	1	3	4
Commerce de gros – haute technologie	8	3	6	1	3	7
Commerce de gros – autres	1			1	1	1
Construction	4	1	1	1	1	4
Extraction minière et extraction de pétrole/gaz	5	9	5	2	6	11
Transport et entreposage	3	3	4	2	3	6
Fabrication – autres	10	15	12	6	18	19
Fabrication – haute technologie	11	21	13	12	10	20
Finance et assurances	1	1			1	
Industrie de l'information et culturelle	1	1		1	2	2
Services immobiliers – location et bail	6			3	2	5
Services professionnels – autres services	5	4	6	1	4	6
Services professionnels – services-conseils	1	3	2	2	2	3
GRAND TOTAL	60	67	54	33	56	89

Tableau 11 – nombre de mentions par région
(plus d'une mention possible)

Par régions	TIC	Matériel et outillage	Structure	R-D	Acquisitions	Formation
	1	1	1	1	1	1
RMR de Montréal	22	28	22	18	23	35
RMR de Québec	10	7	7	5	7	11
Ailleurs au Québec	28	32	25	10	26	43
GRAND TOTAL	60	67	54	33	56	89

Tableau 12 – nombre de mentions par nombre d'employés
(plus d'une mention possible)

Par nombre d'employés	TIC	Matériel et outillage	Structure	R-D	Acquisitions	Formation
10 à 24 employés	13	20	20	11	21	27
25 à 99 employés	30	29	19	15	27	37
100 à 199 employés	9	9	7	2	3	13
200 à 249 employés	5	6	4	2	2	7
250 à 299 employés		1	1	1		1
300 à 499 employés	3	2	3	2	3	4
500 employés et plus						
GRAND TOTAL	60	67	54	33	56	89

Tableau 13 – nombre de mentions par type d'entreprises
(exportatrices ou non, plus d'une mention possible)

Par type d'entreprises	TIC	Matériel et outillage	Structure	R-D	Acquisitions	Formation
Exportateurs (Canada et Monde)	35	40	34	26	32	53
Non-exportateurs	25	27	20	7	24	36
GRAND TOTAL	60	67	54	33	56	89

Les raisons invoquées pour ne pas investir

Tableau 14 – Nombre de mentions (plus d'une mention possible)

Les barrières commerciales	41
La rareté de la main-d'œuvre	130
La perte de fournisseurs importants	39
Une réduction de la demande pour vos produits ou services	112
L'incertitude économique générale	131
Le manque de liquidités	72
Le financement inaccessible	41
Le changement des activités de l'entreprise suite à la crise	42

Endettement des entreprises

Tableau 15 – Perception de l'endettement

	Oui	Non
Est-ce que le niveau d'endettement de votre entreprise est un élément qui vous inquiète ?	36	159
Est-ce que votre entreprise a dû s'endetter pour faire face à la crise de la COVID-19 ?	51	139

Mesures possibles

Liste des mesures mentionnées par les répondants

Offrir des programmes de prêts à nos clients qui feraient en sorte que ces derniers puissent réaliser leurs projets et qui par la bande, nous amèneraient davantage de travail.

Simplifier les démarches administratives. Car ça prend déjà beaucoup temps en raison de la COVID-19 pour servir les clients.

De continuer la subvention salariale 75 %, c'est une bonne chose.

Rendre les demandes de subventions plus flexibles, car exiger un taux de baisse de ventes de 70 % est trop élevé. / Moduler la PCU selon les salaires réels des travailleurs. / Retirer la PCU et les subventions aux étudiants, car plus personne ne veut travailler.

Arrêter de payer le monde à la maison.
Éviter la hausse des taux d'imposition et l'augmentation des salaires.

Garantir les prêts auprès des institutions financières.

Réduction des taxes municipales ou taxes d'affaires. / Reconnaissance des besoins d'agrandissement de l'entreprise (manufacturier) pour parvenir à égaler la productivité tout en respectant la distanciation sociale et faire face à la croissance que notre secteur d'activité occasionne.

Offrir un amortissement accéléré au niveau fiscal sur les investissements. / Offrir des garanties gouvernementales de prêts pour en faciliter l'accès auprès des institutions financières. / Offrir des taux d'imposition plus bas pour les entreprises pour favoriser les investissements des entreprises.

Un programme de travail partagé que le gouvernement propose.

Aller chercher des immigrants de l'extérieur, car il y a un manque de personnel terrible au niveau des travailleurs québécois.

Annuler la PCU pour avoir du monde qui travaille.

Réduire les impôts pour laisser une marge de manœuvre.
Faciliter la reconnaissance des compétences des immigrants.

Offrir des prêts avec engagement à taux très bas pourrait être très profitable. / Refaire le tri des gens qui ne travaillent pas en moment et qui reçoivent la PCU, et les pousser à retourner travailler s'ils sont aptes à le faire.

Arrêter de faire peur aux gens et les faire retourner au travail.

Alléger la réglementation et la charge administrative.

Baisser le taux d'imposition.

Remboursements des achats d'équipements liés à la COVID-19.

Débloquer un peu plus de fonds pour les infrastructures routières.

C'est de ne pas reconfiner les entreprises une deuxième fois

Actuellement, on s'en tire bien au niveau des routes. C'est déjà la relance de l'économie par le gouvernement. C'est bénéfique pour notre entreprise.

Il faudrait faire des dons financiers aux entreprises. Les subventions données aux étudiants et aux travailleurs nuisent aux entreprises, il faudrait faire quelque chose par rapport à ça.

Retirer la PCU.

Allègement bureaucratique. / Difficulté d'embauche due à trop de critères (trop de permis, formation, etc.).

Retirer ou surveiller la PCU offerte aux travailleurs. / Avoir plus d'informations (c.-à-d. directives, consignes pour la protection de nos employés à mettre en place et aussi sur l'aide financière qui leur est offerte) claires plus rapidement.

On a des programmes qui sont en place pour embarquer, on attend le barème.
Aussi, arrêter de donner des subventions, surtout dans notre domaine, car ça nuit beaucoup.

Diminuer les taxes, les charges reliées à l'entreprise.

Arrêter la PCU ET LES FINANCEMENTS POUR LES ENTREPRISES.

Abandonner les plus bas soumissionnaires.

Réduire la lourdeur administrative (i.e. red tape) concernant tous les processus gouvernementaux; par exemple, programme de subventions, programme d'appui en matière d'investissement, etc.

Être plus rapide au niveau des réponses par rapport à nos différentes demandes et avoir plus d'investissements.

Simplement de donner des crédits d'impôt et le programme PCU de la main-d'œuvre

Des prêts garantis sans intérêt, des subventions en formation et réouverture des frontières.

Diminution du taux d'imposition pour les entreprises. / Programmes pour les entreprises. / Crédit permanent au niveau des formations pour pouvoir bien former les employés.

Laisser l'économie tranquille.
Les moyens du gouvernement ne sont pas à la hauteur de la réalité de la crise.

Donner accès à l'entreprise à de la main-d'œuvre provenant d'autres pays.

Le report des impôts et le report de la TPS et de la TVQ.

Accès à de la main-d'œuvre (stimuler les gens à travailler).

Nous accorder des prêts avec un taux d'intérêt faible.

La PCU n'aide pas, elle affecte beaucoup les entreprises, il faudrait donc restructurer la PCU.

Avoir une meilleure relation avec la Chine.

Il n'y a rien que le gouvernement pourrait faire, car les investissements se font à partir des États-Unis.

Find some kind of penalty-free program for employers that would enable them to permanently layoff employees that don't come into work.

Faire en sorte que l'accessibilité à des prêts soit plus facile. / Offrir des subventions à faible taux. / Retirer la PCU. / Continuer la subvention salariale pour aider les entreprises à reprendre leur fonds de roulement. / Les subventions salariales ne devraient pas être basées sur les revenus de l'entreprise.

Enlever la PCU

Retirer la PCU pour avoir la main-d'œuvre.

Des plans de financement plus avantageux.

Wages support.

Augmenter les investissements à 50 %.

FORCER LES GENS À RETOURNER TRAVAILLER QUAND C'EST INDIQUÉ.

Allouer un autre prêt aux entreprises.

Donner des incitatifs pour pallier la pénurie de main-d'œuvre (c.-à-d. chauffeurs d'autobus scolaire).

MEI devrait avoir les mêmes subventions pour les entreprises qu'avant la crise de la COVID-19.

Des politiques plus claires au niveau de la prévention et de la sécurité des employés.

Donner accès à des prêts avec des intérêts minimales.

Arrêter de subventionner (c.-à-d. PCU) les gens pour qu'ils reviennent travailler.

Aide au financement, moins de moratoires et d'intérêt.

Prêt avantageux sur les équipements de production.

Avoir une garantie de prêt.

Diminuer le taux d'imposition des sociétés et bonifier certains crédits d'impôt.

Former de la nouvelle main-d'œuvre.

Élargir les plans de formation et toute autre aide pour les compagnies de services et de vente au détail.

Par rapport à des mesures générales pour stimuler la consommation.

Les prêts sans intérêt c'est bon pour les entreprises comme moi ou des subventions.

On a fait la réduction du personnel et l'augmentation des prix.

Mettre davantage d'argent dans la formation des employés.

PLUS DE SOUTIEN PAR EXEMPLE LES BANQUES POUR DES APPUIS FINANCIERS.

Aider avec la main-d'œuvre; par exemple ouvrir les portes à l'immigration pour avoir accès à de la main-d'œuvre.

Mettre en place une assurance, une protection pour les comptes à recevoir des entreprises. /
Procurer de l'accompagnement au niveau des démarches de commercialisation.

Améliorer la facilité d'accès aux prêts.

Baisser les taxes et les sources de déduction.

Offer credit towards our customers (i.e. retailers who buy our products).

De nous aider à gérer le risque d'investissement en infrastructures, c.-à-d. élaborer des programmes pour soutenir la machinerie et les équipements de production.

Soutien au niveau des acquisitions, comme l'automatisation et la robotisation.

Assurer la pérennité du programme d'assurance de stabilisation des revenus agricoles.

Arrêter la PCU.

Trouver de la main-d'œuvre de qualité, faciliter l'accès aux programmes et intégrer les immigrants.
On a des postes à remplir pour opérer.

PROGRAMME AVEC DES INTÉRÊTS BAS

Ça serait de s'assurer que la main-d'œuvre canadienne soit disponible.

Retirer la PCU.

Plus d'accessibilité du côté de la main-d'œuvre.

Augmenter l'immigration pour régler le problème de la pénurie de main-d'œuvre.
Augmenter le crédit d'impôt pour la recherche et développement.
Que le gouvernement incite les gens à retourner travailler sur les lieux de l'entreprise au lieu de faire du télétravail.
Abaisser le seuil du pourcentage de perte pour la subvention salariale du gouvernement.
Il serait bien de rallonger à nouveau les remises de taxes pour permettre d'avoir un meilleur fonds de roulement vu l'incertitude liée à la COVID-19; y aura-t-il une deuxième vague, faudra-t-il fermer les entreprises de nouveau, etc.
Subventionner la main-d'œuvre le plus longtemps possible, le temps que l'économie reparte.
Ne pas confiner la population.
Offrir des prêts à taux préférentiels, et flexibles en ce qui concerne la date de remboursement des prêts.
Il y a eu des employés qui ont été mis à pied, mais la compagnie n'a eu aucune aide gouvernementale.
Subventions salariales.
Le gouvernement nous aide déjà en ce qui nous concerne.
Rembourser les entreprises qui ont dû déboursier des frais de location pour leurs locaux d'affaires inoccupés pendant la pandémie ou offrir un allègement fiscal pour cette raison. / Il y a beaucoup qui a été fait pour ceux qui nous louent ces locaux, mais peu pour les entreprises qui les louent.
De maintenir les programmes de subvention de recherche et développement.
Accélération du développement de la main-d'œuvre dans notre domaine.
D'ouvrir les frontières pour certaines personnes, comme les stars.
Le prolongement des capitaux et congé de paiements.
Cesser sa propre mesure de PCU.
Créer de l'emploi. / Élire un nouveau Premier ministre au gouvernement fédéral.
Taxer les GAFA et investir dans les médias locaux.
La poursuite des programmes déjà mis en place.
Retirer la PCU.
Les subventions salariales, l'aide et aussi la baisse de taxe aident beaucoup
Les subventions salariales et les prêts pour les petites entreprises que j'ai utilisés.
Offer tax relief.
Réduction d'impôt.
Subventions plus facilement accessibles.
Les subventions gouvernementales ne sont pas accessibles. On n'a eu aucune aide.
Rien
Baisser les impôts. / Réduire la TPS/TVQ.
Arrêter la PCU. On a de la misère à recruter.

Perception de l'effet de l'adoption de ces mesures

Tableau 16 – perception de l'effet des mesures éventuelles sur la décision d'investir

Beaucoup	34
Un peu	51
Ou cela ne ferait aucune différence?	18
(NE PAS LIRE) Je ne sais pas	1
GRAND TOTAL	104



ANNEXE 4 :

RAPPORT DE LÉGER, AVEC RÉSULTATS PONDÉRÉS

PROJETS D'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES EN CONTEXTE DE CRISE DE LA COVID-19



DATE 6 août 2020

NUMÉRO DE PROJET 16170-001

Table des matières

CONTEXTE, OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE	3
FAITS SAILLANTS	6
RÉSULTATS DÉTAILLÉS	9
PROFIL DES RÉPONDANTS	19
ÉQUIPE	22

CONTEXTE, OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE



CONTEXTE, OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

CONTEXTE ET OBJECTIFS

Léger a été mandatée par l'Institut du Québec (IDQ) afin d'évaluer les changements dans les projets d'investissement des entreprises québécoises dans le cadre de la pandémie de la COVID-19.

MÉTHODE ET PROFIL DES RÉPONDANTS

Pour atteindre les objectifs de recherche, un **sondage téléphonique** a été réalisé entre le **10 et le 31 juillet 2020**, auprès de 200 dirigeants d'entreprises québécoises, âgé(e)s de 18 ans et plus, pouvant s'exprimer en français ou en anglais.

Les secteurs d'activités ciblés dans le cadre de cette étude sont présentés à la page suivante.

PONDÉRATION

À l'aide de données obtenues de la part de l'Institut du Québec, les résultats ont été pondérés selon l'investissement moyen réalisé par les entreprises entre 2016 et 2020 afin de rendre l'échantillon représentatif de l'ensemble de la population à l'étude.



NOTES AUX LECTEURS

NSP

La mention « NSP », qui apparaît dans le rapport, signifie « Ne sait pas ».

ARRONDISSEMENT

Il est à noter que les nombres présentés ont été arrondis. Par contre, ce sont les nombres avant arrondissement qui sont utilisés pour calculer les sommes présentées. Ainsi, les sommes peuvent ne pas correspondre à l'addition manuelle des nombres présentés.

DIFFÉRENCES SIGNIFICATIVES

Les nombres en caractères **rouges** indiquent une différence significative statistiquement inférieure par rapport au complément, alors que les nombres en caractères **verts** indiquent une différence significative statistiquement supérieure par rapport au complément.

CONTEXTE, OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE (SUITE)

ENTREPRISES CIBLÉES

Afin de répondre aux objectifs, les entreprises ciblées devaient faire parties des secteurs d'activités suivants :

- Agriculture, foresterie, pêche et chasse
- Commerce de détail
- Commerce de gros haute technologie
- Commerce de gros pharmaceutique
- Commerce de gros autres
- Construction
- Extraction minière et extraction de pétrole/gaz
- Transport et entreposage
- Fabrication autres
- Fabrication haute technologie
- Fabrication pharmaceutique
- Finance et assurances
- Industrie de l'information et culturelle
- Services immobiliers, location et bail
- Services professionnels - autres services
- Services professionnels - bureau avocats
- Services professionnels - services-conseils



FAITS SAILLANTS

FAITS SAILLANTS

- Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant un effet très positif, 3 aucun effet, et 5 un effet très négatif), les répondants ont évalué **l'effet de la crise actuelle sur les activités de leur entreprise à une note moyenne de 3,4 sur 5**. En bref, en moyenne, 22% des entreprises estiment que la crise a eu un effet positif (note de 1 ou 2), tandis que 24% n'ont subi aucun effet et 54% ont connu un effet négatif (note de 4 ou 5).
- En comparant avec la situation qui prévalait avant la crise de la COVID-19 (avant mars 2020), 11% des entreprises sondées **comptent investir plus que prévu dans les prochains mois**, alors que 17% pensent **investir autant que ce qui a été prévu en mars 2020** et un peu plus du tiers des entreprises (35%) pensent **réduire leurs investissements prévus**. Il est à noter que 35% des entreprises n'avaient aucun investissement prévu avant mars 2020 et n'ont toujours pas d'investissements prévus maintenant. Les entreprises pour qui la COVID-19 a un impact négatif (45%) et les entreprises qui ont dû s'endetter pour faire face à la crise (51%) sont plus nombreuses à affirmer devoir réduire leurs investissements prévus en 2020.
- Parmi les dirigeants qui prévoient investir dans les prochains mois, le type d'investissement qui est le plus susceptible d'être fait est un investissement en **formation** (71%). Dans une moindre mesure, des investissements en **matériel et outillages autres que ceux liés aux TIC** (49%), en **technologies de l'information et communication numérique** (48%), en **acquisitions** (43%) et en **structures, bâtiments, rénovation ou construction** (42%) sont également prévus par les entreprises. Dans une moindre mesure, 27% des entreprises comptent investir en recherche et développement.
- Les éléments les plus susceptibles d'influencer négativement les intentions d'investir des répondants sont **l'incertitude économique générale** (68%), **la rareté de la main-d'œuvre** (65%) et **la réduction de la demande pour leurs produits ou services** (58%). Le manque de liquidités a également été cité par 35% des dirigeants.



FAITS SAILLANTS

- Le quart des entreprises sondées (25%) ont dû **s'endetter pour faire face à la crise de la COVID-19**. Ainsi, près de deux entreprises sur dix (18%) affirment que **leur niveau d'endettement est un élément qui les inquiète**, une proportion qui augmente parmi les répondants qui ont mentionné que la crise a eu un effet négatif sur leur entreprise (25%) et parmi les entreprises qui ont dû s'endetter pour faire face à la crise (39%).
- Selon les répondants, les mesures les plus mentionnées spontanément que pourrait prendre le gouvernement afin de les supporter comme entrepreneurs dans leurs projets d'investissement sont de **faciliter et maintenir l'accès aux programmes de subventions gouvernementales (13%)**, **arrêter la Prestation canadienne d'urgence (PCU) (10%)**, **baisser le taux d'imposition des PME ou augmenter les crédits d'impôt (9%)** et **faciliter l'accès aux prêts pour les entreprises (8%)**. Cependant, 38% des entreprises ne mentionnent aucune mesure en particulier.
- Si une des mesures du gouvernement était mise en place, 21% des répondants affirment que leurs **intentions d'investir seraient beaucoup augmentées**, 39% pensent que leurs intentions seraient **un peu augmentées** et 37% jugent que **cela ne ferait aucune différence**. La proportion des répondants affirmant que leurs intentions d'investissement seraient augmentées est plus élevée parmi les entreprises ayant subi un effet négatif de la crise (26%) et les entreprises qui ont dû s'endetter pour faire face à la crise (31%).





RÉSULTATS DÉTAILLÉS

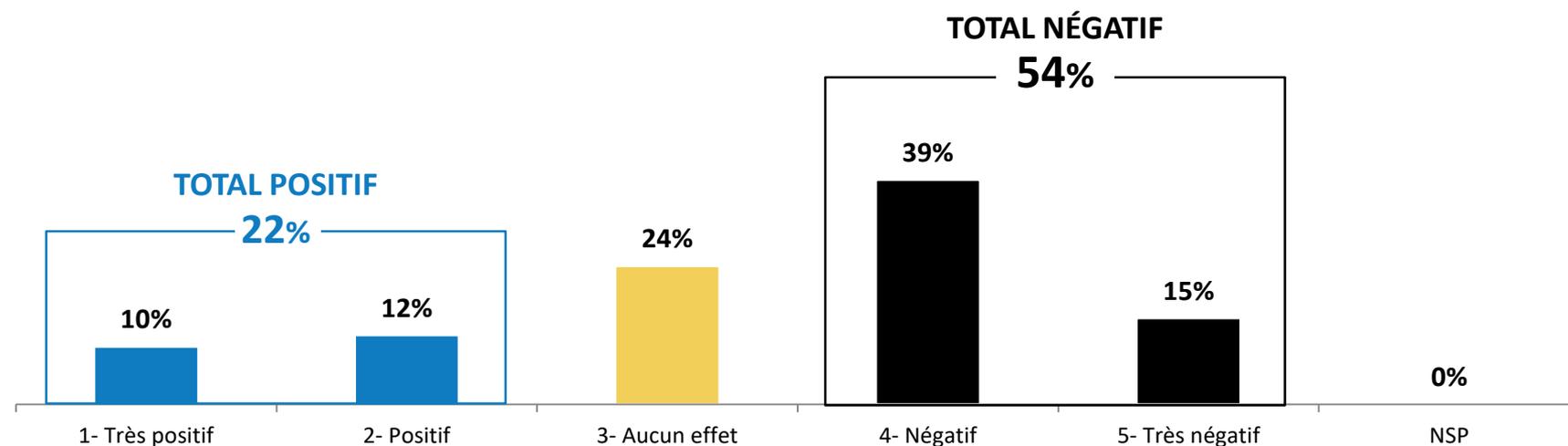


EFFET DE LA CRISE SUR LES ACTIVITÉS DE L'ENTREPRISE

Q1. Sur une échelle de 1 à 5, 1 étant un effet très positif, 3 aucun effet, et 5 un effet très négatif, quel serait votre évaluation de l'effet de la crise actuelle causée par la COVID-19 sur les activités de votre entreprise ?

Base : Tous les répondants (n=200)

MOYENNE: 3,4/5

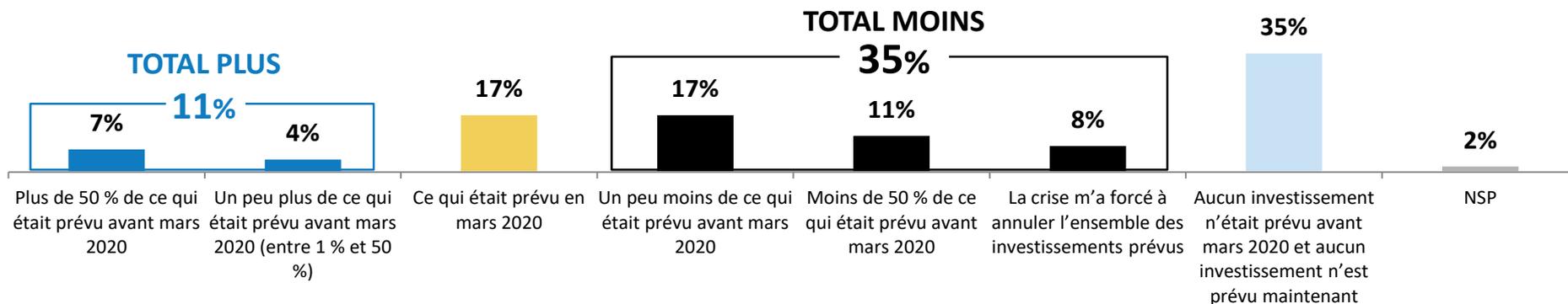


	TOTAL	Nombre d'employés		Région		Entreprise qui exporte		L'entreprise a dû s'endetter pour faire face à la crise	
		10 à 99	100 et +	MTL RMR	Autres	Oui	Non	Oui	Non
n =	200	163	37	80	120	104	96	51	139
TOTAL POSITIF (1-2)	22%	24%	12%	21%	23%	24%	20%	17%	24%
1- Très positif	10%	11%	7%	7%	12%	11%	9%	9%	12%
2- Positif	12%	13%	5%	14%	10%	12%	10%	9%	12%
3- Aucun effet	24%	22%	32%	28%	21%	18%	30%	19%	26%
TOTAL NÉGATIF (4-5)	54%	54%	56%	51%	57%	58%	50%	63%	49%
4- Négatif	39%	39%	39%	35%	42%	43%	35%	42%	37%
5- Très négatif	15%	15%	17%	16%	15%	15%	15%	21%	13%
NSP	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Moyenne	3,4	3,3	3,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,6	3,3

CHANGEMENT DANS LES MONTANTS D'INVESTISSEMENTS PRÉVUS EN COMPARAISON AVEC MARS 2020

Q2. Considérant le contexte de la crise liée à la COVID-19, dans les prochains mois, et ce en comparant avec la situation qui prévalait avant mars 2020, votre entreprise entend-t-elle investir dans de la machinerie, du capital de production, des ressources technologiques, des données ou des nouveaux procédés, la construction ou la rénovation des bâtiments ou de faire des acquisitions...

Base : Tous les répondants (n=200)

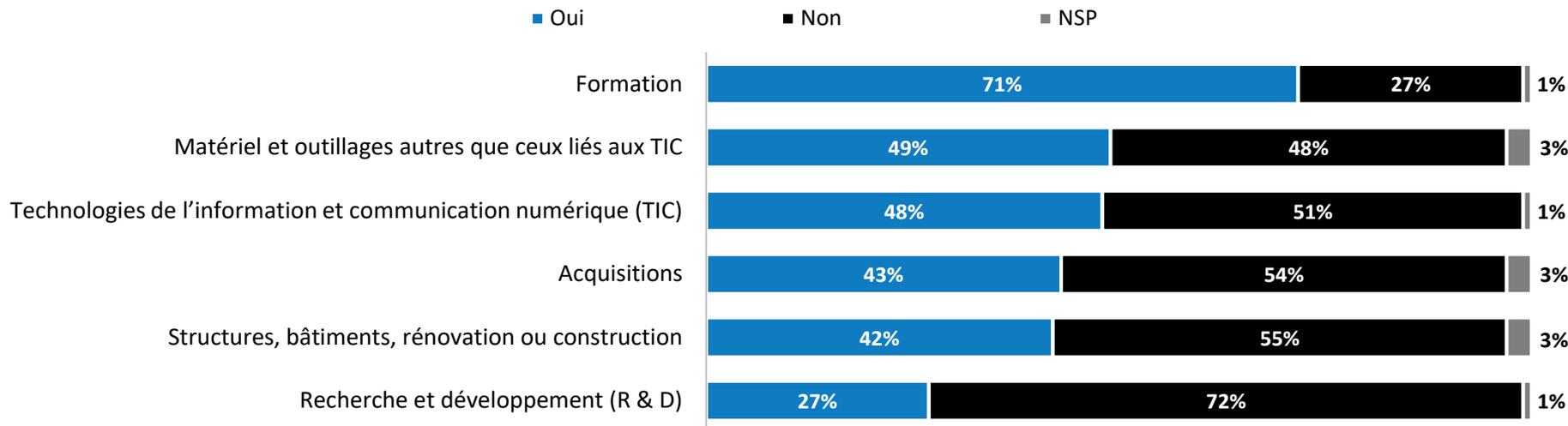


	n =	Nombre d'employés		Région		Entreprise qui exporte		Effet de la crise sur les activités de l'entreprise			L'entreprise a dû s'endetter pour faire face à la crise	
		TOTAL	10 à 99	100 et +	MTL RMR	Autres	Oui	Non	Positif	Aucun	Négatif	Oui
TOTAL PLUS	200	163	37	80	120	104	96	44	51	105	51	139
Plus de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	11%	10%	15%	11%	11%	14%	7%	21%	7%	9%	13%	11%
Un peu plus de ce qui était prévu avant mars 2020 (entre 1 % et 50 %)	4%	4%	7%	5%	3%	4%	4%	8%	1%	4%	5%	4%
Ce qui était prévu en mars 2020	17%	17%	17%	14%	19%	22%	12%	17%	15%	18%	13%	19%
TOTAL MOINS	35%	33%	45%	36%	34%	32%	38%	8%	36%	45%	51%	30%
Un peu moins de ce qui était prévu avant mars 2020	17%	13%	34%	18%	15%	19%	14%	2%	16%	22%	17%	16%
Moins de 50 % de ce qui était prévu avant mars 2020	11%	12%	4%	10%	11%	9%	12%	6%	9%	13%	21%	7%
La crise m'a forcé à annuler l'ensemble des investissements prévus	8%	8%	7%	8%	8%	4%	12%	0%	10%	10%	12%	7%
Aucun investissement n'était prévu avant mars 2020 et aucun investissement n'est prévu maintenant	35%	38%	23%	38%	34%	30%	41%	54%	40%	25%	23%	40%
NSP	2%	2%	0%	1%	2%	2%	2%	0%	2%	3%	0%	1%

TYPES D'INVESTISSEMENTS PRÉVUS DANS LES PROCHAINS MOIS

Q3. Parmi ces types d'investissements, quels sont ceux dans lesquels vous êtes susceptible d'investir dans les prochains mois?

Base : Les répondants ayant prévu des investissements dans les prochains mois (n=128)



%OUI PRÉSENTÉ	TOTAL	Nombre d'employés			Région		Entreprise qui exporte		Effet de la crise sur les activités de l'entreprise			L'entreprise a dû s'endetter pour faire face à la crise	
		10 à 99	100 et +	MTL RMR	Autres	Oui	Non	Positif	Aucun	Négatif	Oui	Non	
n =	128	100	28*	50	78	72	56	21*	31	76	39	82	
Formation	71%	66%	91%	71%	71%	74%	68%	96%	61%	69%	72%	71%	
Matériel et outillages autres que ceux liés aux TIC	49%	46%	63%	53%	47%	50%	48%	69%	52%	44%	61%	47%	
Technologies de l'information et communication numérique (TIC)	48%	45%	60%	49%	48%	48%	48%	65%	42%	47%	45%	50%	
Acquisitions	43%	47%	31%	44%	43%	46%	40%	52%	40%	43%	34%	49%	
Structures, bâtiments, rénovation ou construction	42%	37%	61%	43%	42%	48%	34%	52%	47%	38%	41%	44%	
Recherche et développement (R & D)	27%	27%	28%	37%	21%	35%	17%	39%	28%	24%	31%	25%	

*En raison de la petite taille de l'échantillon (n < 30), les résultats sont présentés à titre indicatif seulement. Il convient d'interpréter ces résultats avec prudence.

ÉLÉMENTS INFLUENÇANT NÉGATIVEMENT LES INTENTIONS D'INVESTIR

Q4. Parmi les éléments suivants, lesquels sont les plus susceptibles d'influencer négativement vos intentions d'investir ?

PLUSIEURS MENTIONS POSSIBLES*

Base : Tous les répondants (n=200)



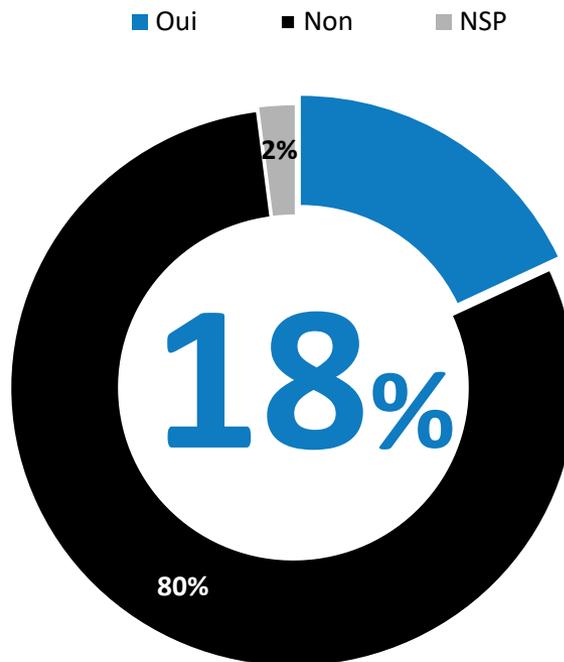
	TOTAL	Nombre d'employés		Région		Entreprise qui exporte		Effet de la crise sur les activités de l'entreprise			L'entreprise a dû s'endetter pour faire face à la crise	
		10 à 99	100 et +	MTL RMR	Autres	Oui	Non	Positif	Aucun	Négatif	Oui	Non
n =	200	163	37	80	120	104	96	44	51	105	51	139
L'incertitude économique générale	68%	70%	58%	65%	70%	75%	60%	52%	63%	77%	77%	65%
La rareté de la main-d'œuvre	65%	64%	68%	61%	67%	67%	62%	68%	70%	61%	68%	64%
Une réduction de la demande pour vos produits ou services	58%	60%	48%	44%	67%	63%	53%	40%	47%	70%	73%	53%
Le manque de liquidités	35%	36%	35%	31%	38%	36%	35%	28%	31%	40%	61%	26%
Le changement des activités de l'entreprise suite à la crise	22%	24%	12%	14%	26%	26%	16%	22%	21%	22%	29%	18%
Les barrières commerciales	21%	22%	15%	20%	21%	26%	14%	16%	17%	24%	29%	18%
La perte de fournisseurs importants	20%	20%	23%	26%	16%	20%	20%	18%	23%	20%	18%	22%
Le financement inaccessible	20%	21%	17%	17%	22%	20%	20%	16%	24%	20%	28%	17%
Autre	5%	5%	4%	7%	3%	3%	7%	2%	7%	5%	4%	5%
Aucun élément	4%	4%	5%	6%	3%	3%	6%	12%	7%	0%	2%	6%
NSP	0%	1%	0%	0%	1%	1%	0%	0%	0%	1%	0%	0%

*Les répondants ayant la possibilité de donner plusieurs réponses, le total des mentions peut être supérieur à 100%.

INQUIÉTUDE FACE AU NIVEAU D'ENDETTEMENT

Q5. Est-ce que le niveau d'endettement de votre entreprise est un élément qui vous inquiète ?

Base : Tous les répondants (n=200)

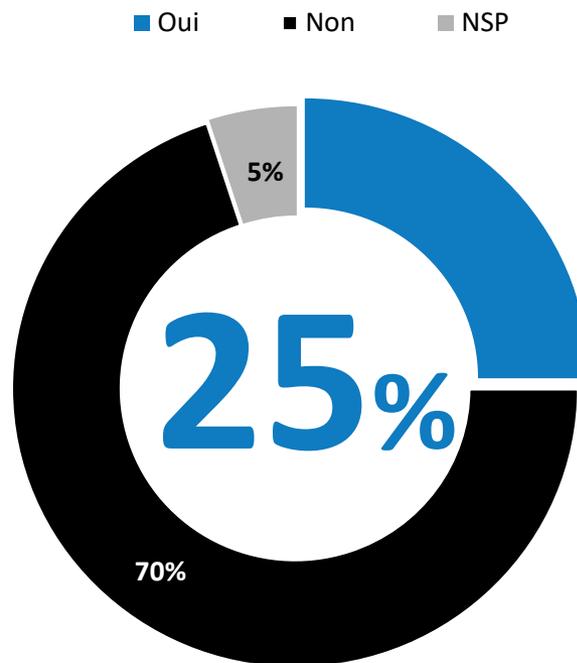


	TOTAL	Nombre d'employés		Région		Entreprise qui exporte		Effet de la crise sur les activités de l'entreprise			L'entreprise a dû s'endetter pour faire face à la crise	
		10 à 99	100 et +	MTL RMR	Autres	Oui	Non	Positif	Aucun	Négatif	Oui	Non
n =	200	163	37	80	120	104	96	44	51	105	51	139
Oui	18%	19%	17%	24%	14%	19%	17%	10%	11%	25%	39%	11%
Non	80%	79%	83%	73%	84%	79%	81%	88%	89%	72%	59%	87%
NSP	2%	2%	0%	3%	1%	2%	2%	2%	0%	3%	2%	2%

ENDETTEMENT POUR FAIRE FACE À LA CRISE DE LA COVID-19

Q6. Est-ce que votre entreprise a dû s'endetter pour faire face à la crise de la COVID-19 ?

Base : Tous les répondants (n=200)



	TOTAL	Nombre d'employés		Région		Entreprise qui exporte		Effet de la crise sur les activités de l'entreprise		
		10 à 99	100 et +	MTL RMR	Autres	Oui	Non	Positif	Aucun	Négatif
n =	200	163	37	80	120	104	96	44	51	105
Oui	25%	25%	24%	28%	23%	25%	25%	20%	20%	29%
Non	70%	70%	71%	69%	71%	69%	72%	78%	78%	64%
NSP	5%	4%	5%	3%	5%	6%	3%	2%	2%	7%

MESURES QUI SUPPORTERAIENT LES ENTREPRENEURS DANS LEURS PROJETS D'INVESTISSEMENTS (1/2)

Q7. Pouvez-vous identifier des mesures spécifiques, autres que les subventions directes, que pourrait prendre le gouvernement afin de vous supporter comme entrepreneur dans vos projets d'investissement considérant la situation actuelle ?

QUESTION OUVERTE: MENTIONS SPONTANÉES

Base : Tous les répondants (n=200)



MESURES QUI SUPPORTERAIENT LES ENTREPRENEURS DANS LEURS PROJETS D'INVESTISSEMENTS (2/2)

Q7. Pouvez-vous identifier des mesures spécifiques, autres que les subventions directes, que pourrait prendre le gouvernement afin de vous supporter comme entrepreneur dans vos projets d'investissement considérant la situation actuelle ?

QUESTION OUVERTE: MENTIONS SPONTANÉES

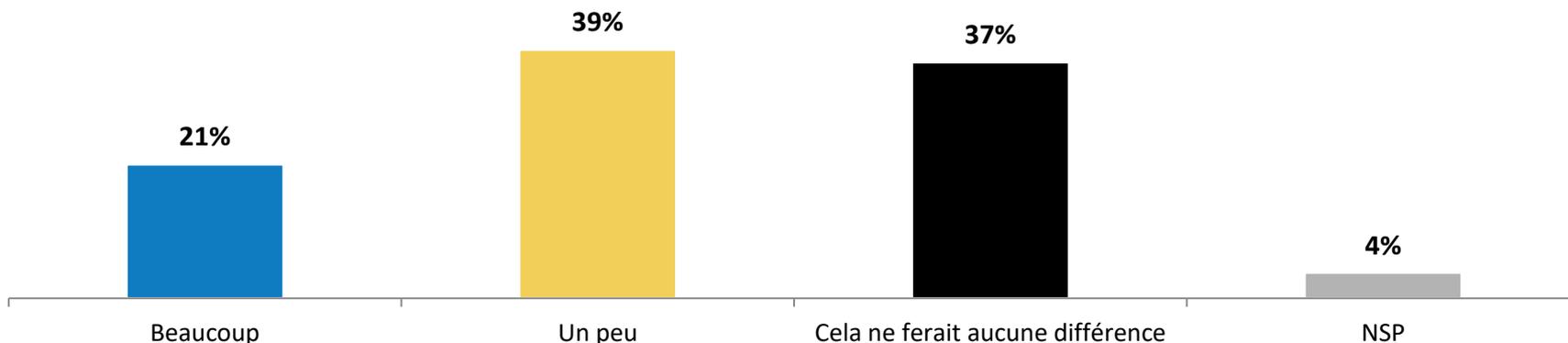
Base : Tous les répondants (n=200)

	TOTAL	Nombre d'employés		Région		Entreprise qui exporte		Effet de la crise sur les activités de l'entreprise			L'entreprise a dû s'endetter pour faire face à la crise	
		10 à 99	100 et +	MTL RMR	Autres	Oui	Non	Positif	Aucun	Négatif	Oui	Non
n =	200	163	37	80	120	104	96	44	51	105	51	139
Faciliter/maintenir l'accès aux programmes/subventions gouvernementales (autres et sans précision)	13%	13%	14%	12%	13%	11%	15%	12%	6%	16%	23%	10%
Arrêter la Prestation canadienne d'urgence (PCU)	10%	8%	20%	3%	14%	10%	10%	6%	13%	10%	14%	8%
Baisser le taux d'imposition des PME / plus de crédits d'impôts	9%	8%	14%	11%	8%	8%	10%	10%	9%	9%	12%	8%
Faciliter l'accès aux prêts pour les entreprises	8%	8%	5%	9%	7%	8%	7%	6%	8%	8%	16%	5%
Faciliter l'accès à la main d'œuvre (qualifiée, immigrante, canadienne, etc.)	6%	6%	4%	7%	5%	7%	5%	8%	2%	7%	2%	8%
Continuer à stimuler la relance économique	4%	4%	7%	6%	3%	2%	6%	0%	5%	6%	5%	4%
Nous soutenir dans nos investissements / meilleurs programmes d'investissement	4%	4%	5%	7%	3%	3%	6%	4%	2%	6%	7%	4%
Allègement de la bureaucratie gouvernementale (permis, réglementations, etc.)	3%	4%	0%	2%	4%	3%	3%	0%	8%	2%	4%	3%
La reprise des activités économiques / le déconfinement	3%	4%	3%	2%	4%	5%	2%	0%	4%	5%	0%	5%
Assouplir les critères d'admissibilité des entreprises à la subvention salariale	2%	3%	0%	4%	1%	2%	3%	0%	2%	3%	2%	3%
Ouvrir les frontières avec les autres pays	1%	2%	0%	2%	1%	3%	0%	0%	0%	3%	4%	1%
Avoir des directives claires sur les consignes à suivre pour mieux protéger nos employés	1%	1%	3%	0%	2%	0%	2%	0%	0%	2%	0%	1%
Autre	8%	8%	7%	9%	7%	7%	10%	6%	4%	11%	11%	8%
Rien en particulier	38%	38%	37%	35%	40%	38%	37%	50%	46%	29%	32%	42%
NSP	9%	9%	8%	8%	9%	8%	9%	10%	6%	9%	1%	8%

INTENTIONS D'INVESTIR SI UNE DES MESURES GOUVERNEMENTALES ÉTAIENT MISES EN PLACE

Q8. Si une de ces mesures était mise en place, est-ce que vos intentions d'investir seraient augmentées...

Base : Tous les répondants (n=200)



	TOTAL	Nombre d'employés		Région		Entreprise qui exporte		Effet de la crise sur les activités de l'entreprise			L'entreprise a dû s'endetter pour faire face à la crise	
		10 à 99	100 et +	MTL RMR	Autres	Oui	Non	Positif	Aucun	Négatif	Oui	Non
n =	200	163	37	80	120	104	96	44	51	105	51	139
Beaucoup	21%	22%	15%	26%	17%	19%	22%	16%	13%	26%	31%	18%
Un peu	39%	39%	36%	30%	44%	38%	39%	34%	42%	39%	44%	37%
Cela ne ferait aucune différence	37%	35%	46%	41%	34%	39%	35%	48%	45%	29%	23%	41%
NSP	4%	4%	3%	2%	5%	3%	4%	2%	0%	6%	2%	4%



PROFIL DES RÉPONDANTS

PROFIL DES RÉPONDANTS

Base : Tous les répondants

TOTAL

SECTEUR D'ACTIVITÉ	n=200
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4%
Commerce de détail	5%
Commerce de gros haute technologie	0%
Commerce de gros pharmaceutique	0%
Commerce de gros autres	3%
Construction	6%
Extraction minière et extraction de pétrole/gaz	9%
Transport et entreposage	23%
Fabrication autres	20%
Fabrication haute technologie	1%
Fabrication pharmaceutique	0%
Finances et assurances	2%
Industrie de l'information et culturelle	11%
Services immobiliers, location et bail	11%
Services professionnels - autres services	3%
Services professionnels - bureau avocats	0%
Services professionnels - services-conseils	0%

Base : Tous les répondants

TOTAL

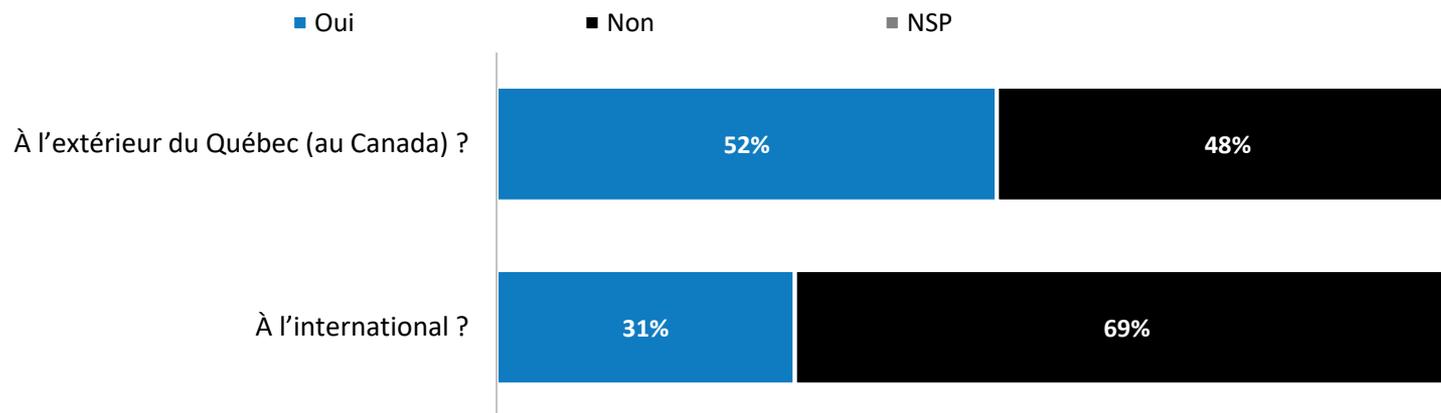
RÉGION	n=200
Montréal RMR	40%
Québec RMR	10%
Autre	50%

NOMBRE D'EMPLOYÉS	
Moins de 5 employés	0%
5 à 9 employés	0%
10 à 24 employés	42%
25 à 99 employés	40%
100 à 199 employés	9%
200 à 249 employés	5%
250 à 299 employés	0%
300 à 499 employés	3%
500 employés et plus	1%

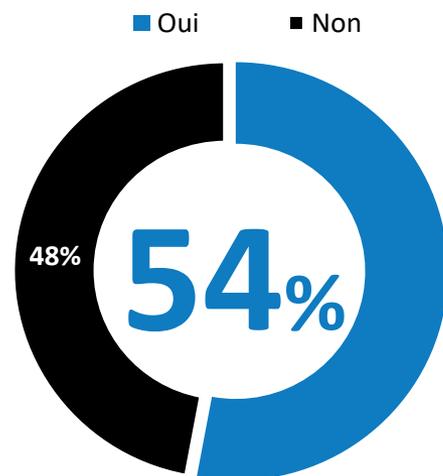
EXPORTATIONS DES ENTREPRISES

QC. Votre entreprise réalise-t-elle des ventes...?

Base : Tous les répondants (n=200)



ENTREPRISE QUI EXPORTE?





ÉQUIPE

ÉQUIPE

Pour plus d'information sur cette étude, veuillez contacter

Anne-Marie Delisle

Directrice de recherche sénior



adelisle@leger360.com



514-982-2464 poste 3153

Équipe projet

Anne-Marie Delisle, Directrice de recherche sénior

Stefan Rakoto, Analyste de recherche

Sylvain Gauthier, Vice-Président Communications et affaires publiques

NOS SERVICES

- **Léger**
Recherche marketing et sondage
- **Léger Metrics**
VOC Mesure de satisfaction continue en temps réel
- **Léger Analytiques**
Analyse de modélisation de données
- **Legerweb**
Gestion de panel
- **Léger Communauté**
Gestion de communautés en ligne
- **Léger Numérique**
Stratégie numérique et expérience utilisateur
- **Recherche internationale**
Worldwide Independent Network (WIN)

600
EMPLOYÉS



185
CONSULTANTS



8
BUREAUX

CALGARY | EDMONTON | MONTRÉAL | PHILADELPHIE
QUÉBEC | TORONTO | VANCOUVER | WINNIPEG

NOTRE ENGAGEMENT QUALITÉ



Léger est membre du [Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien \(CRIC\)](#), l'association officielle de l'industrie des études de marché, des sondages et de l'intelligence marketing.



Léger est membre d'[ESOMAR](#) (European Society for Opinion and Market Research), l'association mondiale des professionnels des enquêtes d'opinion et des études marketing. À ce titre, Léger s'engage à appliquer le [code international ICC/ESOMAR](#) des études de marché, études sociales et d'opinion et de l'analytique des données.



Léger est aussi membre d'[Insights Association](#), l'association américaine pour la recherche marketing et l'analytique.

Leger

—
Comprendre le monde



leger360.com



[@leger360](https://twitter.com/leger360)



[/LegerCanada](https://www.facebook.com/LegerCanada)



[/company/leger360](https://www.linkedin.com/company/leger360)



[@leger360](https://www.instagram.com/leger360)